LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

« La solidarité est non le produit, mais la mère de l'individualité et la personnalité humaine ne peut naître et se développer que dans l'humaine société. » Michel Bakounine

N° 1561
du 18 au 24 juin 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

M 02137 - 1561 - F: 2,00 €

Sommaire

Communautés péruviennes en lutte, par les Relations internationales, *page 3*

Je ne veux plus..., par Aline Pailler, *page 4*

Marchands de **mort,** par René Burget, *page 5*

Au procès d'**AZF,** par J.-P. Levaray, *page 6*

De brèves **Brèves,** *page 8*

Psychanalyse d'un **tsar,** par J. Langlois, *page 9*

Retour sur **Tian'anmen,** partie II, par A. Pino, *page 12*

L'**ICEA** vue du Vénézuela, *page 15*

Jaffa sur les écrans, par H. Hurst, *page 18*

Sur la **prostitution,** par M.-C. Calmus, *page 19*

Soumission au **lycée,** par F. Bon, *page 20*

Interview de **Puta Guerilla,** par Laurent, *page 20*

La **vie du mouvement,** *page 21*

La radio sans dieu, ni maître, *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

La dernière démobilisation syndicale du 13 juin, alors que le chômage a définitivement renoncé à partir en vacances (187 000 emplois ont été détruits au premier trimestre), a été un franc succès pour ses désorganisateurs. Les médiocres génies qui ont composé cette Cacophonie pathétique auront tout fait pour que leur partition soit couchée sur la pierre tombale de la lutte des classes. Las, pour ces hideux thanatopracteurs, si la grève générale musarde par trop en chemin à notre goût, pour autant elle n'est pas décidée à se laisser embaumer. Immarcescible, bien campée sur ses deux jambes, elle effectuera son inévitable retour sur scène en bottant énergiquement l'arrière train des fossoyeurs des luttes. Vous désirez connaître la date où elle toquera à nos portes ? Rien de plus simple dés lors que nous prendrons conscience collectivement que son retour dépend de... notre seule volonté. Puisque nous parlons de calendrier, déridons-nous un peu les zygomatiques. Si l'on en croit Yvo de Boer, secrétaire de l'ONU au changement climatique, la récente conférence de Bonn sur le climat a été « une session marquante qui a fait avancer nos travaux d'une manière importante ». Propos aussitôt démentis par une participante (Jennifer Morgan du groupe de réflexion E3G) à ce grand blablatage : « nous avons avancé de deux kilomètres vers Copenhague (ville où se déroulera le prochain barnum sur le même sujet) et il nous reste des milliers de kilomètres à parcourir ». Bref, le productivisme insoutenable et les mensonges durables cracheront leurs fumées toxiques longtemps encore.

Ailleurs, juste au sud de l'équateur, des veines ouvertes de l'Amérique latine jaillit un nouveau flot de sang. Depuis le 5 juin au soir une terrible répression s'abat sur les communautés amérindiennes de la région amazonienne du Pérou. Les autochtones – tenus pour quantité négligeable – s'opposent à un décret-loi qui vise à faciliter les investissements dans les zones où ils vivent depuis la nuit des temps. Drôle d'idée n'est-ce pas !? Pétrole, gaz, mines, exploitations forestières suscitent la convoitise de nombre de multinationales. Rien de nouveau sous le soleil pourriez-vous rétorquer. Objection retenue. Par contre, observez avec quelle détermination les esclaves d'hier refusent de retourner à la servitude que les maîtres du monde réservent pour tous. Mais constater n'est pas suffisant. Manifester le plus concrètement possible notre solidarité à l'égard de nos frères et sœurs péruviens est le meilleur moyen pour que nos pieds et poignets ne connaissent jamais la morsure des chaînes.

Les communautés péruviennes en lutte

Pérou, vendredi 5 juin, cinq heures du matin, l'État montre son vrai visage : l'armée et la police attaquent par terre et par air, en utilisant des balles réelles. Il en résulte des dizaines de morts, des centaines de blessés. Les « dangereux terroristes » éliminés appartiennent à des peuples autochtones de la région Amazonas qui bloquaient pacifiquement une route près de Bagua au nord du Pérou.

Depuis, la zone est totalement militarisée, des responsables amérindiens sont recherchés par toutes les polices... Il en coûte cher de s'opposer aux intérêts des multinationales, dont l'État est le garant... Pourtant Alan García avait été élu en 2006 pour changer le modèle économique néolibéral en place... Ce ne sont pas les anarchistes qui s'étonneront de la trahison des promesses des politiciens, quelle que soit leur couleur.

Cela fait bien longtemps que les territoires amazoniens occupés par les peuples originels font l'objet des convoitises capitalistes. Déjà, au début du vingtième siècle, la « fièvre du caoutchouc » avait conduit aventuriers et hommes d'affaires à torturer et massacrer des communautés indigènes.

Plus récemment, après la signature d'un traité de libre commerce avec les États-Unis (TLC), le gouvernement péruvien avait imposé en 2008 des décrets facilitant l'implantation d'entreprises pétrolières, gazières, minières ou liées à l'exploitation forestière et au tourisme. Depuis, les protestations et manifestations se sont amplifiées au Pérou.

Dernièrement, en mai 2009, à l'occasion de la « 4e Rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'Abya Yala (les Amériques) », les communautés présentes ont « rejeté catégoriquement la privatisation de l'eau, la présence de sociétés multinationales, le modèle économique néo-libéral ».

L'AIDESP, une coordination de 1 350 communautés au Pérou a appelé à « l'état d'insurrection » et à faire du 11 juin une journée de mobilisation populaire pour « l'abrogation des décrets encourageant les entreprises étrangères à investir dans les zones habitées par les autochtones. » C'était le 4 juin, et le 5 juin...

La Fédération anarchiste se joint aux nombreuses organisations anarchistes d'Amérique latine et d'ailleurs pour exiger l'abrogation des décrets et l'arrêt de la campagne de criminalisation de ceux qui la réclament.

Les prédateurs qui se pressent en Amazonie ont des noms : Parenco (Franco-britannique), Petrofilera (Canada), Petrobras (Brésil), Pluspetrol (Argentine), BPZ Energy (USA), Repsol (Espagne)... Nous appelons à ne pas les laisser dans l'ombre !

La Fédération anarchiste est bien consciente qu'au delà des intérêts directs de ces exploiteurs, les États protègent le désordre économique mondial. En effet, depuis quelques années, les révoltes amérindiennes prennent de l'ampleur, se coordonnent, communiquent avec les autres peuples originels, mais aussi avec ceux qui s'opposent au capitalisme. Les luttes se multiplient, les pratiques d'autonomie se développent dans tous les domaines (communication, éducation, santé, sécurité, justice...). Parmi les plus connues, rappelons celles des communautés zapatistes (1994), des communautés paysannes d'Atenco contre la construction d'un aéroport (2002), la Commune d'Oaxaca (2006). À chaque fois l'État produit la seule réponse qu'il connaisse, la répression ! C'est que les pratiques basées sur les « us et coutumes » amérindiens de démocratie directe non seulement se développent, mais intéressent au delà des peuples originels. Elles rejoignent certaines propositions anarchistes : autonomie vis à vis de l'État et des partis politiques, décisions collectives, fédéralisme...

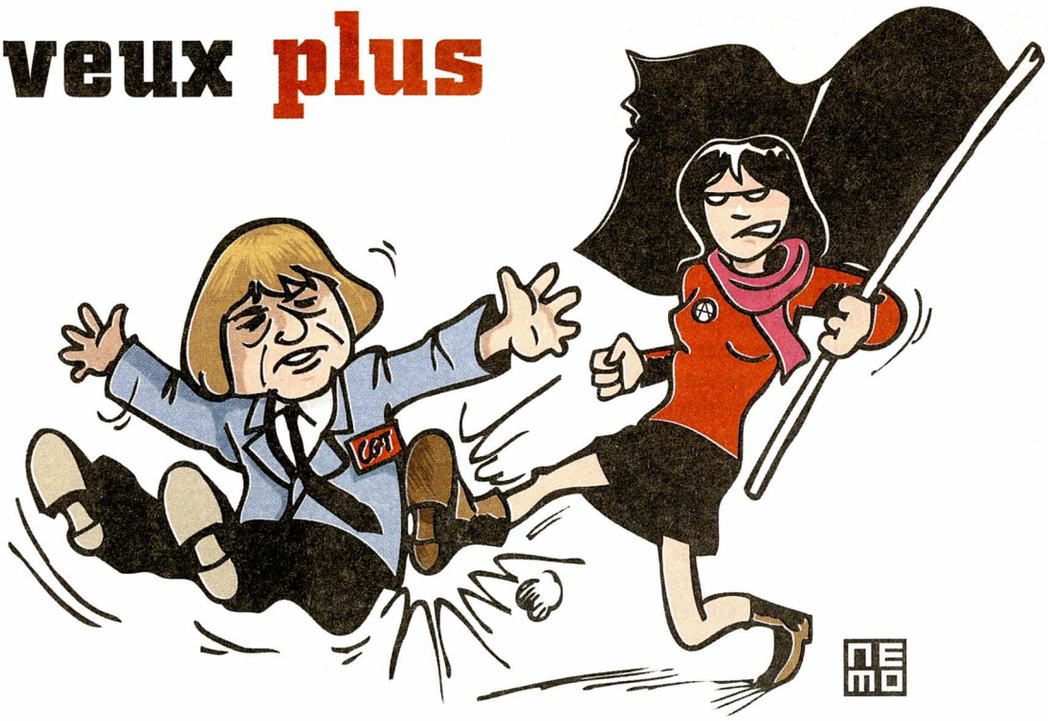
En ce sens la Fédération anarchiste se reconnaît dans les analyses produites lors de la rencontre d'octobre 2007 réunissant plus de soixante communautés amérindiennes des deux Amériques à Vicam (Mexique) : « Le capitalisme nous a amené la propriété privée, l'injustice, la violence et la tyrannie, les ravages d'une extermination sanglante par la croix et l'épée. Pour nous, peuples originels, le système capitaliste est totalement contraire à nos principes. Cette guerre capitaliste nous affecte tous, tous les pauvres, pas seulement les indiens. Ce monde n'aura aucune chance de continuer à exister si ce sont ceux d'en haut qui gagnent cette guerre ».

La lutte des peuples autochtones, au Pérou et ailleurs, s'inscrit dans un projet global de révolution sociale. Avec nos compagnes et compagnons magonistes de la Révolution mexicaine, avec nos compagnons cénétistes de la Révolution espagnole :

« Tierra y Libertad » pour tous les peuples du monde !

Secrétariat aux Relations internationales

Je ne veux plus



Mieux vaut tard que jamais, l'appel d'Aline Pailler, toujours d'actualité.

Qui nous dira la désillusion de l'après d'une « grande journée de grève », quand on retrouve le « chagrin », ses petits et grands chefs qui nous polluent la vie, les murs gris de l'atelier ou du bureau, la vie piégée, la vie gâchée ?

Le lendemain, le bref sourire d'un collègue, la main amicale d'un copain, font-ils écho à ce bref instant de liberté, enchâssé dans l'arrêt (hélas) provisoire de travail, la manif (trop) rituelle, les slogans sans imagination ? Un collectif nous appelle à « ne plus rentrer chez nous » dans le renoncement et la soumission, mais à nous retrouver tous les lundis à 18 h 30 devant nos mairies, pour en faire un lieu de démocratie directe, d'initiatives hors des appareils, de préparation d'une grève générale expropriatrice, seule à même de menacer l'ordre capitaliste, ses « partenaires » sociaux et ses « opposants » agréés. Pour Paris, après l'Hôtel de Ville le premier mai, le lieu de rassemblement et d'échanges tourne devant diverses mairies d'arrondissement (consulter le site http://www.jeneveuxplusrentrerchezmoi.fr). Alors, n'est-il pas temps de prendre l'offensive partout, dans nos communes petites ou grandes ?

Je ne veux plus...

La convergence des luttes sera un coup de poignard au cœur du pouvoir
La grève générale un coup de pied au cul des cocos

Un coup de rouge dans l'eau tiède des socialos

Une transfusion de sang neuf aux apparatchiks de tout poil

Une bouffée du sang chaud de l'ouvrier à l'univers glacial des employés de bureau

Des pieds et des jambes aux cerveaux endormis, de la pensée à nos actions

De la cervelle bouillonnante aux fronts butés

Un coup de grisou à leur mur du silence, une tempête à leurs frontières, un tsunami à leurs barrières,

un croc-en-jambe à leurs carrières, un affront à leur puissance

Des chants joyeux aux déprimés, un orgasme aux revenus de tout

L'horizon infini à ceux jamais partis, des nuages aux barreaux

De la terre chaude et grasse aux talons des villes, un souffle, une flamme aux argiles trop lourdes

Un regard vif aux paupières lourdes, un sourire aux visages ridés et soucieux

Un coup de pied au malheur
Une ivresse à la peine
Du temps à l'urgence

Une insulte à leurs victoires, une victoire à nos luttes, un crachat à leur arrogance, leurs médias, leur police, leurs juges

De l'aurore à nos nuits, du courage à nos peurs, une caresse à la haine

Un chant contre nos divisions, un éclair à nos méfiances

De la perspective à leurs écrans plats, une fenêtre à leurs écrans de fumée, de la chair à leur veau d'or, du désir à leurs mirages

Un éclat de rire au malheur
Une fleur à nos rêves,
Un baiser sur la bouche de la liberté
Un KO à la fatalité

... rentrer chez moi

Le 1er mai, nous ne rentrerons pas chez nous sans avoir dit ce que nous ne voulons plus, sans avoir commencé à écrire notre avenir commun.

Le 1er mai, rejoignons-nous nombreux devant les mairies, avec de quoi dessiner, écrire sur des draps et des pages blanches.

Le 1er mai, retrouvons-nous à la fin de la manif avec de quoi boire et manger pour construire la convergence des luttes dans la joie.

Rassemblons-nous pour construire la grève générale qui, seule, nous donnera du temps pour inventer collectivement l'avenir.

La grève générale est le seul outil qui protège celles et ceux qui ne peuvent pas faire grève un jour par mois pour aller manifester !

La grève générale qui permet d'obtenir un moratoire des loyers et autres échéances sonnantes et trébuchantes qui nous lient pieds et poings !

Rendons-nous à la fin des manifs, partout en France (et qui sait dans le monde ?) devant les mairies au soir du 1er mai...

Le 1er mai, donnons raison à Spartacus : « je reviendrai et je serai des millions » !

Aline Pailler
du collectif « Je ne veux plus rentrer chez moi »

Spéculer sur la charogne

Alors que les États prétendent ne pas disposer des ressources nécessaires pour en finir avec la faim, l'accès à l'eau potable ou à des installations sanitaires, ils volent au secours des banques en faillite et stimulent à coup de subvention des secteurs de l'économie, présentés hier comme très profitables... En parallèle, des milliards d'humains plongent dans l'insécurité, l'injustice et la perte de dignité. Quel besoin d'en rajouter des louches en faveur des policiers, matons et militaires ? Au centre de ce système répressif se trouvent les industriels de l'armement. Zoom sur ces charognards, comme les qualifiait l'antimilitariste Mauricius[1].

René Burget

Dans le fumier de la crise grouillent Les profiteurs de guerre[2]. Avec 1464 milliards de dollars pour l'année 2008, les dépenses pour l'armement atteignent le niveau historique[3] de 217 $ par habitant de la planète. Or la préparation de la guerre représente, du strict point de vue de l'économie de marché, une destruction de richesses et de vies humaines.

Les médias dominants assènent que les armes seraient le fondement de la souveraineté des nations et qu'elles dissuaderaient les conflits. Cependant, les relations internationales se caractérisent par une multiplicité de guerres provoquées par ceux qui utilisent les prétextes de litiges territoriaux, ethniques ou religieux. En réalité il ne s'agit que de rapports d'exploitation de type colonial et d'une soumission obtenue par la terreur.

Les dépenses militaires restent difficiles à évaluer entre les trafics d'armes de petits calibres, le commerce des armes lourdes conventionnelles voire nucléaires. De plus, les charognards se drapent derrière le rideau de fumée de transactions « délicates » et du secret défense. Transparency International épingle régulièrement les records de corruption liés aux importations et exportations d'armes.

Pointage 2008

Les États-Unis gagnent encore la course à la mort : 42 % des dépenses mondiales de l'armement. Par rapport à 2007, le score est de + 10 %. Ils gaspillent 607 milliards de dollars, dans l'objectif de retarder l'annonce des défaites en Irak et Afghanistan.

La Chine, première armée en effectifs (2,3 millions soit 0,2 % de la population, à comparer aux 0,4 % en France), devient le deuxième acheteur mondial avec 85 milliards de dollars. En augmentant de 18 % son budget officiel de la Défense, qui passe à 57 milliards de dollars (à rapprocher des 66 milliards de dollars du budget français), le gouvernement chinois entend revaloriser les soldes, calmer la grogne de l'armée de « libération populaire » et étouffer toutes les réactions à la grippe aviaire, à la mélamine dans le lait en poudre, à la pollution de l'air, des sols et de l'eau...

La France et le Royaume-Uni restent aux 3e et 4e rang, devançant cette année la Russie qui dégringole de la 2e (en 2007) à la 5e place. Malgré la chute des revenus pétroliers,

l'inflation croissante et le mécontentement de population russe (qui diminue et pas qu'au Caucase), le budget officiel des 960 000 soldats de l'armée rouge ne représente que le vingtième de celui du Pentagone (où émargent 1,6 millions de militaires). Vu le tabac à l'exportation des Sukhoi 30 et super jet 100, cette situation n'est que provisoire. En effet, ces avions (déclassant le Rafale et l'Airbus 300 M) se vendent un tiers moins cher que le F16 américain. Les honorables clients se bousculent : du Venezuela d'Hugo Chàvez, à l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad et à la Syrie d'Hafez Assad, en passant par la Chine et l'Inde.

La Corée du Nord, présentée comme « la menace n° 1 », ne dispose pas de ressources suffisantes pour équiper d'armes modernes ses 1 075 000 soldats. Elle baigne dans la stratégie maoïste des « boucliers humains » à sacrifier. Par contre, la Corée du Sud (685 000 soldats, sans compter les troupes d'occupation américaines) reste un acteur non négligeable de la production et de la vente de systèmes d'armes sophistiqués. Ceci explique la persécution des objecteurs de conscience par un gouvernement hyper patriote (l'Internationale des résistants à la guerre y a consacré la journée mondiale d'action du 15 mai dernier).

Le 20 mai 2008, les dictateurs du Myanmar (490 000 soldats) ont prouvé leur totale inhumanité en interdisant l'aide aux 2,4 millions de survivants après le passage du cyclone Nargis (ajoutant des dizaines de milliers de morts à ceux des éléments déchaînés). Ces généraux viendront-ils remplir un caddy d'avions de chasse lors du 48e salon de l'aéronautique du Bourget (15-21 juin) et y apprécier ses escorts girls ?

Enfin, à noter en Afrique (déjà gravement touchée par les guerres du Soudan ou de RDC) les risques d'explosion liés à l'Angolagate (l'enclave pétrolière du Cabinda détient le record, avec un militaire pour sept habitant) : les généraux angolais visiteront le salon, alléchés par le drone hélicoptère CAMCOPTER.

Autre point dangereux, l'Érythrée (200 000 soldats, soit autant que l'Italie ou le Maroc, mais là c'est 5 % de sa population) envoie ses commandos de la Somalie à la Guinée. Le dictateur terroriste Issayas Afeworki, en instaurant un service militaire sans fin, a déjà massacré plus du vingtième des érythréen-ne-s : étonnant que le sous-préfet de Calais veuille y renvoyer la centaine de déserteurs qui tentent de passer la Manche ! **R. B.**

1. Ce qu'il faut dire, n° 6, 1917.

2. Brochure de l'Union pacifiste, disponible à Publico.

3. Rapport SIPRI du 8 juin 2009.

Au procès AZF

Jean-Pierre Levaray

Après avoir passé un cordon de CRS, je montre une première fois patte blanche à la grille du complexe sportif. Un type en robe d'avocat vérifie si mon nom est sur la liste. Je peux rentrer dans la cour. De nouveau, des flics un peu partout, plutôt décontractés. Arrivée dans les lieux. Portique électrique, fouille, flics. Je peux enfin pénétrer dans la salle.

Le procès d'AZF se tient dans cette salle immense (salle Jean-Mermoz, située un peu à l'écart du centre de Toulouse) qui doit facilement contenir 1 500 personnes. Comme dans une salle de spectacle, il y a quatre écrans géants, sur lesquels on peut voir en gros plan, juges, avocats, prévenus et témoins selon les interventions. Un spectacle. La salle est divisée en deux colonnes : la défense et la partie civile. Plus de monde côté partie civile.

Dans le public, de nombreuses victimes. Certaines ont perdu leur habitation, d'autres sont toujours blessées. Quelques uns sont en chaise roulante. Une femme devenue quasiment sourde, à cause de l'explosion, demande à sa voisine de lui retranscrire ce qui se dit à la tribune. Pour la plupart ils et elles viennent là tous les jours depuis l'ouverture du procès, le 23 février, même si, la plupart du temps, ce sont des rapports d'experts assez ardus. Les plaidoiries vont commencer aux alentours du 15 juin, après que Desmarest, PDG de Total à l'époque, sera passé à la barre en tant que prévenu. Les délibérations du jury et le résultat du procès seront donnés mi-novembre. Ce procès se veut historique pour une catastrophe industrielle elle-même malheureusement historique.

Côté anciens salariés, ils ne sont pas très nombreux, pourtant quelques-uns viennent aussi tous les jours. Côté Total, il y a Jacques, il est à l'origine de l'association AZF Mémoire et Solidarité. À priori, je n'ai pas trop envie de discuter avec lui et c'est réciproque. Lui seul, parmi les anciens d'AZF, semble avoir accès aux médias, parce qu'il tient un discours proche de Total. Malgré l'avancement des travaux du procès, Jacques parle encore dans la presse de la thèse de l'attentat ou de conditions extérieures. Ancien animateur sécurité à AZF, il a vu ses trois collègues mourir lors de l'explosion et ça a dû lui porter sur le mental. Ancien militant CGT, il a préféré prendre fait et cause pour la direction et est devenu son porte parole. « GP et Total avaient tout intérêt à avoir

un porte parole CGT », me dira Jean-François du Collectif Sans Fenêtre. Lors des interruptions de séance, Jacques va parler avec l'ancien directeur et les avocats de Total. Chacun son camp.

Côté partie civile, quelques anciens salariés aussi. J'en reconnais deux, avec lesquels j'avais milité. Au lendemain de la catastrophe, ils étaient jusqu'au cou dans le cratère et ne savaient plus que penser. Serge s'occupait de l'enquête interne. Aujourd'hui, il est plus clair dans sa tête et avoue sans difficulté qu'il ne se reconnaît pas dans l'association des anciens salariés d'AZF. « Plusieurs dizaines de salariés d'AZF que je connais, voire plus, pensent qu'il s'agit d'un accident interne à l'entreprise qui n'a rien à voir ni avec les Maghrébins, ni avec la SNPE voisine, ni avec un complot d'État, ni avec l'armée. » Armand, qui participait à l'époque au CHS-CT, se souvient d'alertes qu'ils avaient faites, six mois avant l'explosion, dénonçant les manques de sécurité et les dangers possibles dans ce fameux hangar.

Enfin, il y a Georges qui est le seul salarié à s'être porté partie civile. « Dès le 21 septembre, Total a mis en place une procédure de management pour une reprise en main des salariés. Nous avons été victimes de Total à l'intérieur comme à l'extérieur. Je l'ai découvert au moment du procès. Le bâtiment 221, au niveau des autorités administratives, personne ne connaissait son existence. C'était la poubelle de l'usine. Il n'y avait que les investissements sécurité par obligation mais en même temps, il y avait des suppressions de postes. Ils voulaient garder le « cœur de métier » et faire gérer les « à côtés » par de la sous-traitance non formée. Le seul objectif, c'était les gains de productivité, tout en trichant sur la sécurité. » Pour terminer, Georges déplore la séparation détestable qu'il y a eu et qu'il y a encore entre les salariés et la population.

Après la catastrophe, un abîme s'est creusé entre les salariés et les sinistrés. Pourtant tout le monde avait les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. Tout le monde était victime de la catastrophe, aussi bien à l'intérieur d'AZF qu'à l'extérieur. De ce point de vue, on peut dire que ça a été un échec. Il s'est créé un repli qui a profité à Total. Peut-être que ce procès contribuera à un rapprochement.

A priori, même si je n'ai pas une grande confiance dans la justice, le procès semble aller vers la piste chimique et donc vers la responsabilité d'AZF-Grande Paroisse et de Total, et le fait que l'ancien PDG de Total soit parmi les prévenus est une bonne nouvelle. Il n'est plus du tout question de toutes ces pistes plus ou moins rocambolesques soulevées par Total et ses journalistes aux ordres (attentat, complot d'État, arc électrique, hélicoptère, j'en passe et des meilleures). Les témoignages ont démontré une mauvaise gestion des déchets, une sous-traitance non formée et un hangar 221 (lieu de l'explosion) que la direction a laissé quasiment à l'abandon.

L'ammonitrate (nitrate d'ammonium) est un engrais à l'aspect inoffensif qui ressemble à du gravier, mais dont le temps a fait oublier la dangerosité. Il y a eu pourtant des précédents dans l'histoire de ce produit où des catastrophes bien pires encore ont eu lieu (notamment en 1921 en Allemagne). D'autre part, ce produit, à quelques molécules près sert à faire des explosifs. C'est dire si l'ammonitrate n'est pas neutre (et je ne parle pas de pollution).

La direction d'AZF ne cesse de dire que cette gestion des risques était normale et calculée, l'explosion en est la preuve. La chimie n'est pas quelque chose d'anodin, il y a toujours des risques à mélanger des produits, mais on s'habitue à tout. Et la rentabilité met toujours la sécurité au second plan quels que soient les discours tenus par les directions d'usine.

Le bâtiment 221, au niveau des autorités administratives, personne ne connaissait son existence. C'était la poubelle de l'usine.

Ces jours-ci, le procès s'intéresse à l'explosion en tant que telle et on découvre que Total avait caché des choses lors de sa fameuse « enquête interne », notamment des analyses, des résultats et des reconstitutions. Il s'avère que c'est bien un mélange accidentel qui est à l'origine de l'explosion. Des experts ont soutenu la thèse de l'apport de quelques kilos de « balayures » d'un produit chloré pour piscines (le DCCNa) dans une benne de 500 kg de nitrate d'ammonium industriel (NaI) qui sert à la fabrication d'explosifs. Celle-ci avait été déversée un quart d'heure avant l'explosion sur un tas de onze tonnes de nitrate d'ammonium agricole (NaA), dans le sas d'entrée du hangar 221 détruit par la déflagration. Après de longs tâtonnements, les experts ont réalisé à l'appui de cette thèse une série d'essais de reconstitution de la catastrophe du 21 septembre 2001 au centre militaire de Gramat (Lot) en 2004-2005.

Cela prouve bien qu'il s'agit de problèmes de sécurité et de sous-traitants ne connaissant pas les dangers. Grande Paroisse et Total sont donc directement responsables. Tout cela avait déjà été dénoncé en son temps par des syndicalistes, puis au cours d'un premier procès.

Et je vous dis pas, mais voir son directeur général, sur grand écran en train de se faire cuisiner et stresser c'est plutôt agréable. D'autant plus marrant qu'il est là en tant que représentant légal de la boîte et que ce n'était pas lui à l'époque. L'ancien, qui est dans la salle aussi, n'est pas sur le banc des prévenus et on se demande pourquoi.

Quant à l'ancien PDG de Total qui doit se présenter au procès, c'est une première. On en connaît des histoires de PDG qui se traînent des tas de casseroles mais qui évitent la justice. Ils se sentent au dessus des lois. Même si le résultat du procès tombe sur un non-lieu, c'est déjà une petite victoire de voir Desmarest rendre des comptes.

Pour conclure, je peux affirmer que ce procès a montré les carences d'AZF en matière de sécurité. Une carence qu'on retrouve dans toute l'industrie, notamment chimique. La course à la rentabilité fait courir des risques même s'ils sont masqués derrière des discours, des procédures et des paperasses à signer (pour se protéger et rendre les salariés responsables). Après la catastrophe d'AZF, des mesures ont été prises, qui se sont délitées au fur et à mesure des années. Une loi Bachelot a été votée, mais elle ne constitue que des recommandations faites aux patrons, tout comme les actions de la Drire sont loin d'être satisfaisantes et sont souvent menées sous la directive des patrons eux-mêmes. En fait cette loi autorise les « probabilités » de risques.

« Avant le 21 septembre 2001, pour moi, les risques industriels n'existaient pas. Je n'y pensais pas », me dit un membre du collectif Plus Jamais Ça. Au moins l'accident de Toulouse aura permis cette prise de conscience.

Il est vraiment dommage qu'il n'y ait pas eu possibilité de discussion entre les salariés et les riverains. Les salariés ont pourtant été les premières victimes d'AZF : 21 morts sur les 31 (et la proportion de sous-traitants a été forte, puisqu'ils étaient 10 parmi ces 21).

La sociologue du travail Annie Thebaud-Mony dit ceci : « Les risques professionnels sont la sentinelle des risques industriels. Il y a des risques industriels parce qu'à l'intérieur des entreprises, il y a des risques professionnels. La gestion des déchets devient un risque environnemental, mais d'abord elle a été un risque à l'intérieur de l'entreprise. C'est par le biais des risques environnementaux qu'on a pris conscience du risque professionnel. Cela ne se voit pas, car ces déchets sont traités par des salariés invisibles, c'est-à-dire des précaires, intérimaires, immigrés, sous-traitant, intermittents. Ils passent quasiment incognito (comme pour les cas de contamination par l'amiante). »

L'industrie implique des risques qui sont pris jusqu'à la catastrophe. Les patrons demandent toujours le maximum de leurs outils comme de leurs salariés. Et, au fil des mois on peut se demander quand aura lieu la prochaine catastrophe. D'autant que des mesures viennent d'être prises (notamment avec la loi Borloo) qui réduisent le périmètre de sécurité des usines (à la demande des patrons mais aussi des mairies), quant à la dangerosité d'une usine, ce n'est plus à la Drire de la chercher avant construction d'un nouveau site mais au patron de dire si la nouvelle usine qu'il veut construire sera dangereuse ou pas. On vit une époque formidable. **J.-P. L.**

Brèves de combat

Grève de la faim

La grève de la soif d'Amadeu Casellas a cessé samedi, mais la grève de la faim se poursuit pour ce prisonnier anarchiste catalan qui depuis plus de 25 ans est emprisonné pour sa participation à quelques dizaines de braquages de banques. C'est grâce à cet argent qu'il finançait les luttes ouvrières dans les années soixante-dix. Sa vie est en danger (il a fait une grève de la faim qui a duré 76 jours l'été dernier), sans succès d'écoute.

Poursuivie pour un Afghan

Une femme de Saint-Girons, dans l'Ariège, est poursuivie pour « aide à un étranger en situation irrégulière », après avoir hébergé chez elle un jeune Afghan de 16 ans. Elle risque 30 000 euros d'amende et cinq ans de prison.

Encore une GAV

Anouck, une camarade de SUD Étudiant Paris 8 (St Denis), a été mise en garde à vue, après que les flics soient venus la chercher chez ses parents. Elle est en garde à vue a l'hôtel de police de Bobigny probablement suite à une enquête sur le contre-sommet de Strasbourg (la SRPJ de Reims qui enquête sur elle). D'après les informations dont nous disposons, elle n'a pas pu voir d'avocats ni prévenir un proche. Une perquisition a eu lieu à son domicile. Elle a été libérée après seize heures d'interrogatoire.

Une relativement bonne nouvelle !

La liste Dieudonné n'a pas pris dans les quartiers populaires. Le score global de 1,3 % enregistré par la liste « antisioniste » de Dieudonné Mbala Mbala en Île-de-France, est un échec pour ses initiateurs. Cependant, malgré l'apparente faiblesse de ce résultat, l'analyse détaillée par bureaux de vote atteste, ici ou là, dans certains quartiers de banlieue, de scores à deux chiffres – tel par exemple 25,39 % des suffrages exprimés obtenus au bureau 20 de Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Obama sur le voile

L'association Ni Putes Ni Soumises, on en pense ce qu'on en veut, en tous cas elle estime que les propos du président américain Barack Obama sur le voile islamique ont « mis à mal le combat de millions de femmes » qui luttent contre « la violence des fondamentalistes ». Dans un communiqué, NPNS affirme « qu'en attaquant la laïcité et en défendant le port du voile, Obama part en croisade contre les femmes. La réconciliation dont il fait la promotion ne peut se faire sans les femmes. Réduire le dialogue des civilisations à un dialogue interreligieux, c'est encore une fois instrumentaliser les femmes ».

Affections de longue durée

FO se déclare « inquiète » d'un possible transfert vers les secteurs mutualiste et privé de la prise en charge des affections de longue durée (ALD) assurée par la sécurité sociale, après des déclarations de Nicolas Sarkozy. FO s'inquiète de ces déclarations qui semblent cautionner l'ouverture du « marché » des longues maladies à la sphère privée. Selon elle, une telle orientation serait « une remise en cause radicale du principe de solidarité sur lequel est fondée la sécurité sociale ». De même, FO met en garde sur la proposition formulée par la Mutualité française, consistant à revendiquer la gestion des affections longue durée qui sont toujours prises en charge à 100 % par la sécurité sociale. À suivre…

Act Up a 20 ans !

Depuis une vingtaine d'années Act Up Paris s'est peu à peu imposée dans le paysage de la lutte contre le sida par des opérations spectaculaires. Les affiches de Sarkozy avec la mention « Votez Le Pen » ou celle de Benoît XVI accompagnée de la légende « Écoutez cet homme, devenez séropo » sont certainement déjà des « collectors ». Après deux décennies d'opérations spectaculaires et de slogans choc, l'association est « au regret » de fêter ses vingt ans et demande davantage de volonté politique pour lutter contre le sida. Act Up compte 130 à 150 militants et dispose d'un budget annuel de 600 000 à 700 000 euros, provenant de dons, du Sidaction ou de quelques subventions de l'État. Selon les chiffres officiels, il y avait en France en 2007 quelques, 150 000 séropositifs, dont 28 000 à 30 000 souffrant du sida. Dès sa création, Act Up a pris le parti de « mettre en avant les malades pour qu'ils prennent le pouvoir sur tout ce qui concerne leur santé ». Act Up demande que les usagers de drogue aient accès à des salles de consommation de drogue pour éviter la transmission du virus du sida par des seringues usagées, et la dépénalisation de toutes les drogues. Act Up fit un triste constat : Le contexte général de la santé remet en cause l'accès aux trithérapies pour tous. La réforme du système de soin (loi HPST et franchises médicales entre autres), ne répond pas aux besoins des personnes séropositives et renforce leur précarisation, car une personne séropositive sur deux vit sous le seuil de pauvreté ; 22 % d'entre elles n'ont pas accès à un logement individuel. Côté immigration, Act-Up exige la libération des étrangers séropositifs en situation irrégulière des centres de rétention pour qu'ils accèdent aux soins, et le droit d'asile en France pour les personnes poursuivies dans leur pays pour homosexualité. Vingt ans après, la lutte continue !

Psychanalyse d'un tsar

Jacques Langlois

Quand on examine le comportement de notre Conducator élu en 2007 on est perplexe. Lui qui veut détecter les comportements déviants dès la maternelle, qui veut faire enfermer les dingues ad vitam aeternam, lui qui veut empêcher par des décisions administratives les individus dangereux de sortir de taule, qui veut embastiller les bandes encore plus, qui veut sécuriser les écoles, karchériser les cités, etc. ne semble pas indemne des approches psychanalytiques.

Le problème est que l'on ne sait pas laquelle lui appliquer. La psychologie d'Adler est une bonne candidate à l'examen des conduites profondes du président. Rappelons que le comportement est observable par les tiers et qu'il a montré chez notre Caudillo de nombreux exemples de dérapage: colères contre les ministres, insultes (casse toi, pauv'con), bombage de torse (« descends si t'es un homme » tout en étant entouré de 200 CRS), mensonges éhontés (notamment celui de son rabibochage avec Cécilia, le temps de l'élection pour complaire à la droite catho, avant de s'en séparer 3 mois après et d'afficher sa nouvelle compagne), bling bling, affichage spectaculaire et spéculaire de sa nouvelle moitié, etc. Au contraire, la conduite, comme l'attitude, renvoie aux motivations profondes et permanentes du sujet, lesquelles s'actualisent en comportements lors des situations de relation. La psychologie adlérienne permet d'obtenir une 1re analyse des conduites présidentielles. Rappelons qu'une des grandes conduites est le tout-à-l'égout, lequel, du reste, dispose de collecteurs importants que l'on appelle des « émissaires ». Comme bouc émissaire, comme émissaire. L'omniprésident use abondamment des deux: le bouc émissaire (les terroristes de Tarnac, les voyous de la dalle d'Argenteuil, les bandes de la cité des 4000, les opposants en tout genre, la presse qui lui serait hostile (!), la crise mondiale, les fonctionnaires drapés dans leurs acquis sociaux, les cons de Français qui ne comprennent pas sa géniale politique, etc.) Cela permet d'éviter de s'interroger sur les conséquences de la politique libérale que le super président n'a cessé de soutenir et d'imiter. Et aussi l'émissaire, c'est-à-dire le délégué, le mandataire, le désigné pour le servir comme préposé aux basses œuvres.

Revenons à Adler. Celui-ci nous explique que les complexes d'infériorité peuvent se transformer en sentiments de supériorité. Or le nano président a de multiples raisons d'être à l'origine complexé: pauvre (très relativement) chez les riches; frère plus âgé et considéré comme supérieur, émigré de 2e génération, études médiocres, diplôme de seconde zone, petite taille, physique peu avenant. D'où le renversement en sentiment de supériorité. Mais on se décide pas supérieur tout seul; il faut que la supériorité soit reconnue et établie. D'où une volonté de puissance inébranlable et toutes les magouilles qui vont avec la conquête du pouvoir pour que les autres reconnaissent les éminentes qualités du chef en puissance puis avéré. Et souvenons-nous du précédent de Lapailleaunez (surnom donné à l'école de Brienne à Napoleone Buonaparte) de petite taille, peut être mauvais amoureux, ne sentant pas très bon et parlant un français très corsifié, et aux désastres où il a conduit la France. Le problème du sentiment de supériorité, c'est que ce n'est qu'un sentiment, lequel a besoin d'être certifié par le regard et l'attitude des autres. C'est pourquoi, l'omniprésident a besoin en permanence d'être rassuré sur ses capacités de séduction,

d'être aimé, d'être suivi pour que le respect des autres lui confirme qu'il est effectivement le meilleur. Et malheur à celui qui l'ayant admiré perd ensuite l'estime du chef parce qu'il estimerait que l'impétrant lui aurait manqué. Triste situation d'immaturité psychologique où chacun se tient par la barbichette des signes mutuels d'amour réciproque à montrer sans cesse. C'est très anxiogène.

Autre école : la bonne vieille psychanalyse freudienne. Celle-ci diagnostique un narcissisme primaire chez tout enfant. C'est naturel et commun. Cependant, ce narcissisme, qui peut amener le sujet à vouloir réaliser ses volitions d'emprise sur ce qui l'entoure, est normalement tempéré par l'action du père, lequel, en tant que figure d'autorité et représentant de la culture fait acquérir les interdits sociaux au petit enfant. Il n'y a pas de société, il n'y a pas de culture sans intériorisation d'interdits et autres tabous et c'est le père qui, chez Freud, les fait acquérir. Eh bien, notre super président n'a guère eu de père puisque celui-ci s'est fait porter pâl(e) en abandonnant sa petite famille à la mère. Rappelons que chez Freud il y a 3 instances inconscientes de la personnalité : le ça, siège des pulsions, le surmoi, instance de l'intériorisation des interdits, le moi, lieu de l'autonomie de la personne en tant que sujet libre, raisonnable et capable de se conduire en société en endossant les multiples frustrations que ne manque pas de produire la vie individuelle en société. Privé de père, le surmoi tsarkozyste est sûrement faible, ce qui veut dire que son moi narcissique et libidinal (libido, pulsion de vie et du sexe, d'où libidineux) n'admet guère de limites à son ça : volonté de pouvoir, mégalomanie, désir de séduire, etc. En termes rousseauiste, cela signifie que l'amour de soi (que tout le monde a dans la société primitive sans inégalités sociales) se transforme en amour-propre ou attention permanente au regard des autres ou recherche incessante de l'approbation des autres. C'est ce que Adam Smith a transformé en sympathie par imitation : les pauvres ont de la sympathie pour les riches parce qu'il sont imitables en ce sens que tout le monde désire ce qui est désiré et montré par eux dans leurs possessions. C'est sur cette psychologie de café du commerce qu'est bâti le libéralisme ! Il louange la jalousie (avoir ce que les autres ont) et sous-estime l'envie (détruire ce que les autres ont et que l'on n'a pas). Le passage de l'enfant à la maturité autonome exige chez Freud qu'il y ait des figures d'identification (idéal du moi, si je me souviens bien) auxquelles se raccrocher et qui servent de base à la construction de la personnalité. Mais il faut aussi prendre son autonomie et se donner en outre un « moi idéal » comme modèle et visée « d'achievment » personnel. D'où la possibilité de la mégalomanie et le discours permanent en termes de je, je, je qui est d'autant plus prégnant qu'il n'y a pas d'idéal du moi bien identifiable ou identifié.

Nous avons aussi les développements de Mélanie Klein. A l'origine, le bébé est un être totalement impuissant qui dépend entièrement de sa mère pour la réalisation du moindre de ses besoins. La mère est alors perçue par lui comme « imago » de toute-puissance ; c'est ce qui, si cette image persiste ensuite, donne la redoutable (imago) mère archaïque enfouie dans l'inconscient de l'adulte. Mais l'imago maternelle est clivée entre celle de la bonne mère qui accourt à ses cris pour le satisfaire et celle de la mauvaise mère qui ne vient pas et donc le menace de son retrait d'amour, chose impensable, sauf traumatisme profond par création d'un sentiment permanent et toujours réactualisé d'abandon, car alors le bébé périrait malgré sa libido de vie. Dès lors, toute personnalité est clivée, à des degrés divers en fonction de l'éducation, entre les deux imagos bonne ou mauvaise de la mère. D'où une angoisse permanente de perdre l'amour et les soins de la bonne mère, qui est pourtant la même que la mauvaise. Il n'y donc pas seulement clivage ; il y a aussi impossibilité de séparer les deux images et tout dépend de l'accentuation reçue dans l'esprit de l'enfant pour l'une ou l'autre image. Je pense que notre président a plutôt eu une mère versant sur le bon mais que pour des raisons que je ne connais pas, n'étant pas psychanalyste, il a incorporé l'image indifférenciée de la mère toute-puissante et a en permanence la peur d'être abandonné. D'où sa demande incessante de reconnaissance et d'admiration, sa mégalomanie, son désir de puissance absolue, son incapacité à reconnaître l'autre comme égal. Ainsi a-t-il peut être développé plus que d'autres l'angoisse d'abandon, ce qui le pousse à faire des pieds et des mains pour être entouré afin de conjurer la menace

de la solitude et de la non-reconnaissance de son identité et surtout de son excellence et de sa supériorité.

Il y a aussi la psychologie profonde de Jung, père de la notion d'archétypes ou constantes enfouies de la psychologie humaine qui s'actualisent dans des symboles dont l'analyse historique et comparative, justement, permet de retrouver des déterminations universelles (les archétypes) dans toutes les cultures. Le pouvoir, dans ce qu'il a de sacré, est-il un de ces invariants transmis par la culture et intériorisés par certains ? Cela pourrait se détecter dans la conception du pouvoir développée par notre représentant en chef. Elle est des plus traditionnelles et renvoie à la mystique du chef quasiment prédestiné pour exercer les plus hautes fonctions et fondée sur l'unicité absolue du commandement.

Et nous avons l'inénarrable Lacan dont je n'ai retenu que quelques idées-forces. Le phénomène majeur est l'accès au monde symbolique lors de l'âge du miroir : l'enfant perçoit qu'il est une entité grâce à son reflet dans la glace ; il accède ainsi à la conscience de soi. Mais, en même temps, il en résulte une « angoisse de morcellement » : l'image unifiée et unifiante du miroir crée la peur d'être coupé en rondelles séparées. Tsarkocescu ne serait-il pas tout le temps dans la peur d'être saucissonné par le regard des autres, ce qui réactiverait l'insupportable angoisse de morcellement ? Par ailleurs, il y a le passage par le langage pour accéder au symbolique des interdits sociaux, car « l'inconscient est structuré comme un langage » et que le langage contient la symbolique sociale. Ce qui laisse inférer que l'acquisition du langage chez l'enfant est fondamentale. Mais lequel chez Tsarkocescu ? Le grec, le Magyar (ou HUN, eh eh, comme symbole du non-morcellement), le corse, le français de sa parentèle ? Un mix ? Cela expliquerait les difficultés que rencontre le nano président avec la syntaxe et la grammaire de la langue française. Mais s'il structure mal la langue, son inconscient n'est-il pas lui-même mal structuré ? Lacan analyse aussi que tout désir est désir d'un autre désir ? Celui de qui et avec quel contenu ? Il semble que le désir tsarkozyen soit le désir des riches, lequel est symbolisé par les signes de leur réussite, signes que évidemment pour être un pair (et manque) il faut pouvoir soi-même afficher : argent, pouvoir, renommée... Il imite les riches pour être en empathie avec eux car il reconnait que le désir des riches est légitime et est son modèle. On aura reconnu là la thèse libérale de l'empathie par imitation chère à Adam Smith. Thèse dont le remarquable défaut est d'être circulaire et autoréférentielle : son processus produit le désir d'imiter ce que les autres désirent comme désirable sans que l'on puisse sortir de ce désir mimétique qui se reflète à l'infini dans le désir du désir des autres. Ce qui nous amène à un grand auteur, à savoir René Girard, pour lequel l'identité mimétique des désirs conduit inévitablement au conflit entre « machines désirantes » (Deleuze et Guattari). C'est l'évidence même. Si Pierre (qui est en outre mon vrai jumeau) et moi, Jacques, désirons Aglaé nous sommes forcément rivaux. Ce qui devrait donner à penser aux communistes égalitaristes puisque, alors, il ne suffit pas qu'un but soit identique pour qu'il devienne commun ! Bien au contraire ; la société ne peut être pacifiée que si elle est diversifiée et pluraliste et que l'expression, la mise en débat et la négociation entre acteurs différents dans leurs valeurs et leurs intérêts sont équilibrées grâce à des structures institutionnelles ad hoc. Une vraie démocratie, peut être ?

Girard aggrave son cas : le mimétisme conduit à « la guerre de tous contre tous » chère à Hobbes. Et lorsque la société risque d'éclater, il faut exorciser le mal, le projeter à l'extérieur, en exonérer la société par désignation d'un bouc émissaire chargé de tous ses péchés. Et souvent le bouc émissaire dans les sociétés les plus anciennes est un couple de vrais jumeaux car leur identité physique est le symbole même du mimétisme qui a conduit la société aux portes de l'abîme. C'est pourquoi l'un des jumeaux de la louve romaine a tué l'autre. Tsarkocescu, en tant que chaud partisan du mimétisme ostentatoire et consumériste (Fouquet's, yacht de Bolloré, vacances de rêve chez Bush, Rolex, épouse riche et glamour, etc.) fait du girardisme sans le savoir : les boucs émissaires sont les immigrés, les SDF, les pauvres, les chômeurs qui renvoient sur la société des riches les conséquences de leur mimétisme d'exclusion et qui ternissent la bonne image de ladite société présentée faussement comme sociale et solidaire. Alors, autant exclure encore plus la possibilité de la mauvaise conscience des riches. Cachez ce (mal) sein que je ne saurai voir, ce malsain qui me culpabilise ! Zébulon 1er a bâti son succès sur un dérivé de qui m'aime me suive (imitez-moi car je vous imite) sans se rendre compte que son vrai slogan était : qui même me suive ! D'où le thème de l'identité nationale (pourtant porteuse du conflit mimétique) apparemment emprunté à Le Pen pour lui chouraver ses électeurs, mais conséquence profonde, en fait, du mimétisme tsarkozyen. D'où le double discours de campagne et d'exercice du pouvoir. Le pas encore chauve sourit : voyez mes ailes, je vole au secours des riches, voyez ma peau, je vous souris, prolos, car c'est la même que la vôtre que je vends aux riches sans vous le dire et en faisant semblant de la défendre. Sauf qu'il est aventureux de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué...

Aux psychanalystes de trancher sur la personnalité de notre président (putain, encore 3 ans à tirer). Mais on voit déjà que dans tous les cas de figure nous avons à faire à une bizarre psychologie. Quand il veut substituer la prison (ce qui est déjà largement fait puisque 25 % des détenus relèvent en fait de la psychiatrie) aux soins psychologiques a-t-il pensé que lui aussi, au lieu de séjourner en asile, pourrait peut être un jour se retrouver en zonzon pour trahison du peuple ?

J. L.

Sur l'Union autonome des ouvrier

Narration assortie de banalités élémentaires sur chinois

Voici la suite d'un article paru dans le numéro précédent du *Monde libertaire*, une communication qui fut présentée en 1999, au colloque organisé par la CGT-FO à l'occasion du dixième anniversaire des événements de la place Tian'anmen. Cette communication est divisée en six sections, que nous reproduisons en trois parties. La première section exposait le rôle joué par les syndicats chinois au sein des entreprises, celui de complice des décisions patronales. Il abordait ensuite l'aspect juridique du travail, notamment par l'interdiction du droit de grève.

« Ça ne peut plus durer comme ça ! » (La bureaucratie »
Caricature affichée à l'université du Peuple, Pékin, 1989.

Angel Pino

Seconde section

On ne doit pas inférer de ce qui précède que cette vision du syndicalisme s'est imposée en Chine sans difficultés ou qu'elle n'a pas été contestée, ni que la Chine n'a pas connu de désordres dans le monde du travail. Avant Tian'anmen, des conflits industriels ont secoué le pays, mais ils furent menés en marge des syndicats, quand ils n'étaient pas tournés contre eux.

Tout d'abord durant l'ère maoïste, les syndicats officiels ont traversé trois grandes crises [Harper 1969] : dans les premières années de la République populaire, lors des « Cent fleurs » (1956-1957) et pendant la « Révolution culturelle » (1966-1976), où ils vont finalement disparaître provisoirement. Pour l'épisode des « Cent fleurs », on retiendra que dans le débordement des critiques adressées au régime, quantité visaient les syndicats, des syndicats taxés de « langue de la bureaucratie », perçus comme la « queue de l'administration » et assimilés à un « service de contrôle des ouvriers » [Gipouloux 1986].

Ensuite, au cours des années qui ont suivi la mort de Mao, la société chinoise a été le théâtre de troubles urbains sur lesquels nous sommes assez mal renseignés [Domenach 1986; Lew 1997]. On peut également faire état d'actes de contestation larvée, sur lesquels nous sommes encore plus mal renseignés, et dont quelques-uns, pour le coup, empruntent au sabotage, mais dans le sens que donnait à ce vocable Pouget, le Père Peinard, et ont pris la forme du freinage (la « flânerie » qui obsédait tant Taylor) ou de l'absentéisme, une façon comme une autre, pour les travailleurs chinois, d'« ajuster la prestation sur le salaire » [an chou fu lao], et de faire écho au : « L'État fait semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler », de leurs camarades des pays de l'Est naguère.

Pourtant, avant cette date, le monopole syndical n'a jamais été ébranlé de façon concrète, et on traquerait en vain toute trace d'une expérience de syndicalisme indépendant, y compris dans les moments où sont apparus des embryons d'organisations autonomes ou des organisations semi-autonomes.

Lors du « Printemps de Pékin » de 1978-1979, des groupes se constituent qui désirent l'autonomie et la mettent, avec leurs faibles moyens, en pratique, par le truchement de revues non officielles [Huang, Pino et Epstein 1980; Wei 1997], mais aucun d'eux ne s'apparente, de près ou de loin, à une association syndicale*. Les héros du mur de la Démocratie étaient assez peu versés dans les problèmes syndicaux et tout juste est-il loisible de citer, sur ce plan, le message de sympathie adressé par Xu Wenli à Lech Walesa [Xu Wenli 1980]. Leur intérêt pour le syndicalisme indépendant est nettement postérieur, et il leur vaudra, soit dit en passant, d'être arrêtés derechef quelque quinze ans plus tard : voir les exemples de Xu Wenli, justement, et de Wei Jingsheng [Pino 1997] ou de Liu Jingsheng [Amnesty International 1996]. Quant aux organisations semi-autonomes créées ultérieurement, peu avant Tian'anmen, les « salons » [Béja 1992], elles furent davantage des cénacles intellectuels qui n'étaient pas engagés directement dans l'action.

Malgré tout, l'expérience de l'Union autonome des ouvriers de Pékin s'inscrit dans le sillage de ces essais avortés d'autonomisation,

s de Pékin

le syndicalisme

(Partie 2/3)

Place Tian'anmen envahie par les manifestants. (DR)

ur les épaules de l'« éducation »)
DR)

et dans la filiation de ce qu'on a pu appeler la « nouvelle culture » chinoise [Hua 1990].

Troisième section

La situation s'est quelque peu modifiée aujourd'hui. Non pas que la liberté syndicale se soit élargie – je viens de rappeler que la Loi sur les syndicats de 1992 demeurait identique dans ses grandes lignes à celle de 1950, mais pour les raisons que voici.

Premièrement, certains des effets pervers des mutations économiques déjà dénoncés en 1989 par l'Union autonome des ouvriers de Pékin se sont aggravés. La réforme des entreprises, qui s'est traduite conjointement par le développement du secteur privé et par une restructuration du secteur d'État a eu, pour ce qui nous intéresse ici, cette conséquence de remettre totalement en cause le statut des travailleurs chinois, lequel s'il avait beau être modeste ne leur en garantissait pas moins un emploi à vie (le fameux « bol de riz en fer »). Désormais, depuis que les employeurs sont autorisés à licencier et que les entreprises déficitaires sont contraintes de fermer leurs portes, ils ont découvert les contrats de travail précaires et le chômage, et le régime de protection sociale a dû être lui aussi revu en conséquence dans un univers qui ne les confine plus, comme par le passé, entre les quatre murs de leur unité de travail. Dans ce nouveau contexte, un syndicalisme de type « soviétique » est doublement inadapté : n'étant pas programmé pour encourager les luttes des travailleurs ou simplement pour exposer leur revendications, il n'assume plus non plus sa fonction de bien-être dans un système où la protection sociale ne relève plus de l'entreprise et, partant, glisse hors de son domaine de compétence.

Deuxièmement, les grèves sauvages se multiplient, en réaction aux manquements en tout genre à la législation du travail qui se soldent par un allongement du temps de travail ou des heures supplémentaires obligatoires, aux conditions de travail imposées où les normes d'hygiène ou de sécurité sont bafouées, et parce que les salaires sont trop bas ou versés avec retard. Selon des sources officielles, leur nombre aurait été en 1997 de 71 000, avec une hausse annuelle d'au moins 50 % depuis 1992.

Troisièmement, depuis les événements de la place Tian'anmen, une autre voix syndicale que l'officielle se fait entendre, une voix dissonante, celle de syndicats ou de représentants de syndicats chinois indépendants en exil, et qui fait pièce au discours du syndicat officiel sur son propre terrain : ainsi Han Donfang, installé à Hong Kong alors que le territoire n'avait pas encore été restitué à Pékin et demeuré sur place depuis lors, anime-t-il une émission de radio et une revue qui se dérobent à tout contrôle gouvernemental [Han 1998].

Qutrièmement, depuis le retour de Hong Kong à Pékin (le 1er juillet 1997), il existe, sur cette partie au moins du territoire chinois, des syndicats, hérités de la période britannique, qui ne ressortissent pas au droit syndical du continent, sans pour autant être des syndicats dissidents. La Loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong (c'est le statut du territoire depuis la rétrocession) accorde en effet aux travailleurs le droit et la liberté d'organiser et d'adhérer à des syndi-

cats, et de faire grève. Et ici, les conventions n° 87 et n° 98 de l'OIT avaient été ratifiées.

Enfin et cinquièmement, il y a surtout, depuis 1994 principalement, tous les efforts déployés pour établir des syndicats libres sur le continent: les Syndicats libres des ouvriers de Chine [Zhongguo ziyou gonghui], la Ligue pour la protection des droits des travailleurs [Laodongzhe quanyi baozhang tongmeng], la Fédération des travailleurs saisonniers [Dagong zai lianhehui]. Des mouvements qui semblent n'entretenir entre eux aucun lien et qui ont ceci de paradoxal, par rapport à l'Union autonome des ouvriers de Pékin, qu'ils sont apparemment plus ou moins organisés par des intellectuels tout en ayant une action plus spécifiquement ouvrière [Leung 1998]. Ces mouvements sont victimes d'une répression dénoncée régulièrement par la CISL et les organisations humanitaires: à tel point qu'à côté des dissidents politiques et des champions des droits de l'homme, Amnesty International réserve une rubrique particulière aux ouvriers et aux syndicalistes [Amnesty International 1996].

人民日報

RENMIN RIBAO

1989年4月26日

落实治理整顿措施

铁路重点区段治

社论

必须旗帜鲜明地反对动乱

Éditorial du Quotidien du peuple du 26 avril 1989, qui a pour titre: « Il faut s'opposer à l'agitation en levant haut et sans équivoque son drapeau. » On peut y lire, à propos du mouvement qui a débuté dans la capitale le 15 avril: « Ceci est une conspiration organisée qui, essentiellement, vise à rejeter la direction du Parti et le système socialiste. » (DR)

Quatrième section

Tout commence donc le 15 avril 1989 quand, à l'annonce du décès de Hu Yaobang (l'ancien chef du parti communiste, limogé en 1987), les étudiants décident de lui rendre hommage sur la place Tian'anmen – une place hautement symbolique où se déroulent toutes les manifestations du régime [Huang et Pino 1990; Béja, Bonnin et Peyraube 1991]. On est au courant de ce qu'il est advenu. Les manifestations vont s'enchaîner et une coordination des étudiants est fondée. Les étudiants exigent, pêle-mêle, plus de démocratie et plus de liberté d'expression, ils condamnent les méthodes jugées dictatoriales du pouvoir et dénoncent la corruption qui ronge la société. Ils souhaitent que leur coordination soit reconnue officiellement et demandent à dialoguer d'égal à égal avec les autorités chinoises à propos de leurs revendications. Le 26 avril, le mouvement est qualifié par les autorités de « contre-révolutionnaire ». Une deuxième phase du mouvement s'ouvre le 13 mai, quand deux mille étudiants décident d'entamer une grève de la faim à Tian'anmen, entourés par plusieurs milliers de leurs camarades qui occupent la place. Un semblant d'échange a lieu le 18 mai, entre les leaders de la jeunesse des écoles et le premier ministre de l'époque. Mais les choses tournent court et dès le lendemain, le 19 mai, les autorités chinoises décrètent la loi martiale. Tout finira dans la nuit du 3 au 4 juin, par le massacre que l'on sait. **A. P.**

* Il est difficile d'évaluer la portée des informations, d'origine officielle, faisant état d'ouvrières ayant proposé à cette époque la « création de syndicats libres sur le modèle polonais » [Sidane 1981].

Bibliographie

Amnesty International [1996], *Chine: le règne de l'arbitraire*, éditions francophones d'Amnesty International, Paris, mars.

Béja Jean-Philippe [1992], « Regards sur les « salons » chinois: embryons de société civile et sphère publique en Chine (1978-1989) », *Revue française de science politique*, Paris, vol. 42, n° 1, février, pp. 56-82.

Béja Jean-Philippe, Bonnin Michel et Peyraube Alain [1991], *Le Tremblement de terre de Pékin*, préface de Simon Leys, Gallimard, coll. « Le vif du sujet », Paris.

Domenach Jean-Luc [1986], « Politique souterraine et agitation sociale dans la Chine post-maoïste », in Varii auctores, *La Société chinoise après Mao: entre autorité et modernité*, Fayard, coll. « L'espace du politique », Paris, pp. 91-129.

Gipouloux François [1986], *Les Cent fleurs à l'usine: agitation ouvrière et crise du modèle soviétique en Chine*, éditions de l'EHESS, Cahiers du Centre Chine, n° 6 (Matériaux pour l'étude de l'Asie orientale moderne et contemporaine), Paris.

Han Donfang [1998], *Gaige – wubi – minsheng, diyi ji: Han Donfang yu Zhongguo gongren duitan lu* [Réforme, malversations, bien-être du peuple: entretiens entre Han Donfang et des ouvriers chinois], vol. 1, Zhongguo laodong tongxun chuban, Hong Kong.

Harper Paul [1969], « The Party and the Unions in Communist China », *The China Quarterly*, Londres, n° 37, janvier-mars, pp. 84-119.

Hua Linshan [1990], *La Lutte entre une ancienne et une nouvelle culture: notes sur le mouvement de Pékin de 1989*, in Huang et Pino [1990], pp. 125-129.

Huang San, Pino Angel, Epstein Lionel [1980], *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin*, documents réunis, traduits du chinois, présentés et annotés, Christian Bourgois éditeur, coll. « Bibliothèque asiatique », Paris.

Huang San et Pino Angel [1990], *Le Déclin de la dynastie Deng*, livraison spéciale de la revue *Iztok*, Paris, n° 18-19, juin.

Leung Trini W. Y. [1998], *S'organiser pour défendre ses droits: contestations ouvrières en Chine dans les années 1990*, trad. de l'anglais par Guillaume Wojazer et Nicolas Becquelin, *Perspectives chinoises*, Hong Kong, n° 48, juillet-août. (Repris ici même, pp. 123-163.)

Lew Roland [1997], *L'Intellectuel, l'État et la révolution: essais sur le communisme chinois et le socialisme réel*, L'Harmattan, coll. « L'homme et la société », Paris.

Pino Angel [1997], *Wei « l'enfermé » (1979-1996): éphémérides*, postface à Wei [1997], pp. 261-371.

Wei Jingsheng [1997], *La Cinquième Modernisation et autres écrits du « Printemps de Pékin »*, textes réunis, traduits du chinois annotés et présentés par Huang San et Angel Pino, préface de Francis Deron, Christian Bourgois éditeur, coll. « Bibliothèque asiatique », Paris.

Xu Wenli [1980], [Lettre de soutien à Lech Walesa], novembre, texte reproduit, mais non traduit, in *Pour la libération des démocrates chinois emprisonnés*, Comité international contre la répression, Paris, s.d., p. 4.

Anarcho-syndicalistes au Venezuela

Le Monde libertaire* avait déjà évoqué l'initiative de l'ICEA (Institut des Sciences économiques et de l'Autogestion) créé en Espagne en 2008. à l'occasion de la réalisation du premier numéro de ses *Cahiers économiques,* consacré à « La crise économique et les résistances ouvrières », nous vous proposons ci dessous la traduction d'un entretien publié par nos camarades vénézueliens dans leur journal *El Libertario.

Traduction par Daniel

Groupe Gard Vaucluse

Comment est né l'ICEA ?

Nous avons vu l'intérêt collectif de fonder un centre complet, virtuel pour l'instant, mais avec l'idée de le rendre physique avec le temps. Ce centre, à partir de notre position politique, devait traiter nécessairement le sujet de l'autogestion, qui est la principale contribution de l'anarchisme à la pensée économique ; mais en plus, nous pensons que nous pourrions apporter des connaissances économiques aux mouvements anarchistes et anarchosyndicalistes, et réciproquement, une perspective libertaire dans ces autres mouvements de la mouvance de l'économie critique.

C'est ainsi, et ceci est un facteur important, que ceux d'entre nous qui formèrent l'ICEA au départ, partagent différentes préoccupations et formations pour ce qui est des différentes branches de l'économie politique. Grâce à cela, nous avons la possibilité d'impulser des groupes d'études dans divers champs : pensée économique et théorie économique, économie et sociologie du monde du travail, politique économique, du monde du travail et sociale, économie mondiale, développement économique, économie territoriale, économie écologique, etc. En plus, nous sommes unis par l'intérêt d'approfondir l'étude des aspects théoriques, historiques et pratiques, relatifs à l'autogestion ouvrière et sociale prise comme alternative au capitalisme.

On dit habituellement que l'anarchisme a un complexe d'infériorité par rapport au marxisme, au moins sur le terrain de l'économie. Comme entité culturelle libertaire, que pouvez vous répondre à cela ?

Nous croyons qu'annexer la paternité de tous les « bons » apports de la théorie économique à un seul corpus théorique comme le marxisme, n'est pas scientifiquement honnête. L'économie marxiste a été influencée d'abord par les socialistes français, les philosophes allemands et les économistes anglais, surtout David Ricardo. De façon plus contemporaine, beaucoup d'auteurs marxistes se sont faits influencer par les théories d'auteurs institutionnalistes comme Veblen, des postkeynesiens comme Kalecki en macroéconomie ou des néoricardiens comme Sraffa en microéconomie. C'est pourquoi, pour ce qui nous concerne, si nous définissons le complexe d'infériorité comme la sensation de ne pas avoir développé d'outils pour analyser correctement les évènements économiques à travers chaque étape de l'histoire, le marxisme aussi a ou a eu un complexe d'infériorité face à d'autres courants de pensée économique et sociale à différentes époques historiques, par exemple, la récupération économique de la grande dépression de 1929.

En tous cas, il est honnête de reconnaître que l'économie marxiste et néomarxiste aujourd'hui est peut-être l'outil le plus puissant d'analyses du capitalisme à partir d'une optique anti-capitaliste. D'autre part, cette présence majeure du marxisme est aussi dûe à sa capacité à s'étendre, favorisée en bonne partie par le fait qu'il n'a pas manqué de gouvernements revendiquant ce courant idéologique,

facilitant ainsi l'expansion des appareils de propagande et réduisant au silence toute dissidence. Ainsi, il est encore assez évident que, par exemple, au sein de l'Académie, les départements (critiques) d'économie sont peuplés de marxiste de divers types, tandis que les anarchistes fréquentent plutôt les départements d'histoire. Ceci a à voir avec une certaine spécialisation qui fait que l'anarchisme, historiquement, est un peu carencé en capacité analytique pour la dynamique économique, pour autant que ses apports politiques ou dans d'autres champs soient de valeur indiscutable. Ainsi, pendant que les marxistes se sont souvent très bien chargés de la critique de la dynamique capitaliste, l'anarchisme s'est centré sur des aspects plus constructifs (l'exemple type est celui d'Abraham Guillen, et Abad de Santillan a évolué dans cette trajectoire identique). Ceci a fait que dans des sphères comme celles de l'économie critique ou hétérodoxe, les énoncés anarchistes aient été traités d' » utopiques » ou simplement dédaignés parce que le débat était dans la critique et l'analyse du capitalisme.

Ce faisant, l'anarchisme a beaucoup mieux développé les aspects philosophiques et sociologiques, et de fait, beaucoup de courants néo-marxistes se sont, depuis les années soixante, appropriés certaines thématiques anarchistes sur la critique du pouvoir, l'autorité, sur le questionnement du rôle de l'État, etc. En ce sens, depuis les années soixante, les mouvements sociaux commencent à revendiquer de nouvelles pespectives, et l'autogestion reprend sa place de projet politique... D'autre part, également dans le champs de l'économie, l'anarchisme a agi plus et mieux que le marxisme sur le plan pratique, tant dans les syndicats que dans les coopératives, en offrant des alternatives de transformation plus profondes, et avec de meilleurs programmes d'action, pour construire une société sans classes, comme la Révolution Espagnole de 1936.

La théorie économique de l'anarchisme a-t-elle retiré quelque chose du marxisme?

Sans doute, oui. En bonne partie, toute l'analyse économique anticapitaliste se base sur l'analyse économique de Marx, et ceci touche les anarchistes bien sûr, et c'est seulement à partir de positions certainement dogmatiques que l'on peut rejeter son utilisation. De toute façon, il est nécessaire de nuancer et de clarifier que le marxisme ne surgit pas spontanément, et que si ce dont il s'agit c'est d'analyser correctement le système capitaliste dans chaque étape historique, il y a des auteurs et des courants contemporains ou postérieurs très interessants... Nous anarchistes, pouvons profiter en grande partie des postures marxistes pour expliquer la réalité économique et apporter des contributions pour construire notre propre théorie économique comme forme d'analyse du capitalisme.

Le problème, ce n'est pas le néo-libéralisme mais le capitalisme.

Quelle critique faites vous au néo-libéralisme régnant? Croyez vous que c'est le néo-libéralisme qui nous a menés à la crise actuelle?

Le néo-libéralisme a sans doute permis que la crise ait adopté sa forme actuelle. Les processus de dérégulation des années quatre-vingt et quatre vingt dix pour essayer de restituer une rentabilité notablement affaiblie avant même les années soixante, donnèrent lieu à cette surimportance des capitaux financiers qui mirent en échec -une fois de plus- la stabilité du système. Il y eut un alignement des politiques économiques pour une attaque frontale de la classe laborieuse, dont sortit bénéficiaire, surtout, un segment de la classe capitaliste: la classe financière.

Ainsi donc, c'est le capitalisme qui est en crise et non pas le néolibéralisme (scientifiquement, il n'a jamais cessé d'être en crise: seule la médiocrité académique et le Pouvoir peuvent prétendre qu'elle se soit approfondie). Le néolibéralisme a été la forme concrète dans lequel ont été configurées les politiques économiques de presque tous les pays du monde. Mais ces politiques n'ont pas d'autres objectifs que de réduire les conquêtes historiques des travailleurs pour que le capital puisse continuer à agir à son gré... Nous savons que nous évoluons dans un système capitaliste fondé sur l'exploitation, l'autoritarisme et la recherche de l'accumulation et du profit. Tout ceci implique que l'économie capitaliste est instable par définition et que, même si elle est régulée, elle subira des crises de façon certaine.

Que proposerait l'économie libertaire comme solution pour dépasser cette crise capitaliste?

En tant qu' anarchosyndicalistes, nous croyons que la posture doit être double: en premier, en résistant aux assauts du capital pour défendre les conquêtes historiques déjà mentionnées comme la santé publique; Puis, en second lieu, et c'est le plus important, ne pas perdre la perspective anticapitaliste et libertaire: c'est seulement au travers d'un mouvement organisé fort que l'on pourra exercer la pression suffisante pour, par exemple, exiger que les entreprises mises en faillite passent aux mains des travailleurs, qui pourront les organiser en

autogestion, et que leurs directions prennent en charge les pertes, y compris avec leur patrimoine personnel. On ne peut pas permettre que l'État vienne au secours de ces entreprises avec l'argent des travailleurs, eux qui majoritairement financent les États, quand ceux qui les ont menées à la faillite ont des richesses qui, bien distribuées, pourraient générer beaucoup de richesse sociale. . Avec cela nous créérions en même temps un mécanisme qui empêcherait qu'augmente le chômage, ce qui donnerait plus de force aux travailleurs pour exiger d'autres revendications. La lutte et la mobilisation sont nos seules armes pour faire en sorte que de la crise nous ne sortions, encore plus touchés que nous ne le sommes déjà, de la crise et surtout pour conduire à une profonde transformation du système économique comme celle que nous espérons. Avant tout, comme travailleurs organisés, nous devons exiger que la crise économique soit payée par ceux qui la provoquent, c'est à dire le patronat versus financier ou productif. Que surtout les grandes firmes financières, nationales et internationales, paient les politiques d'ajustement.

Que manque-t-il pour que les travailleurs puissent autogérer l'économie ? Cela serait-il faisable aujourd'hui ?

Nous, nous pensons qu'au niveau des entreprises, c'est possible. Personne ne peut mieux mener les entreprises que ceux qui y travaillent, qui sont aussi ceux qui feront les meilleures propositions à long terme pour la continuité de leurs postes de travail. Cependant, quand les entreprises sont gérées par des directions au service des actionnaires (leurs propriétaires), la gestion se limite à maximiser la valeur des actions, c'est à dire, avec des visions à court terme générant l'augmentation de la précarité et la dégradation des conditions de travail, tout en maintenant une grande instabilité y compris pour le système lui même.

Au niveau de toute l'économie il faudrait aller petit à petit. Mais justement la reprise d'entreprises en crise est une grande gymnastique révolutionnaire, et c'est ainsi que cela commença pour la révolution de 1936. Cela ne nous paraît possible aujourd'hui qu'en réalisant avant un travail important de recherche et de diffusion des modèles autogestionnaires auprès de la classe travailleuse. D'autre part, comme l'ont souligné beaucoup d'auteurs libertaires ces dernières années, nous devrions nous demander si nous voulons autogérer toutes les entreprises. Mieux encore, nous devrions nous questionner sur le mode de production, tant au niveau énergétique que sur le sens de la production. De cette manière et dans les grandes zones métropolitaines comme Madrid et Barcelone, une multitude d'entreprises et même des secteurs de production entiers disparaîtraient. D'autre part, la concentration de la population dans les grandes villes, avec ce que cela comporte au niveau écologique, mais aussi au niveau socio-économique, politique et de qualité de vie, devraient nous faire penser que peut-être, le plus positif d'un point de vue anarchiste et humain, serait de commencer un processus de ruralisation sociale.

D'un autre point de vue, plus fondamental peut-être, il existerait la possibilité d'autogérer l'économie à condition qu'une organisation anarchosyndicaliste connaisse une affiliation massive, ce qui supposerait d'avoir avancé précisément dans cette gymnastique révolutionnaire...Nous ne sommes pas dans cette situation et pourtant l'autogestion généralisée ne nous paraît pas faisable sans ce préliminaire. Pour autogérer l'économie il est incontournable d'avoir une présence et d'impulser l'autoorganisation ouvrière à partir des entreprises au moyen d'un syndicat, tout en fédérant tant au niveau local qu'au niveau sectoriel ou territorial. Ceci implique un changement de mentalité et un développement culturel important, dans les disciplines économiques et sociales, au sein de la classe travailleuse. C'est seulement de cette façon qu'il pourra se faire une planification sociale de l'économie, partant de et pour la classe laborieuse.

Pour finir, nous croyons que « l'autogestion » à partir d'en haut, depuis l'État, comme les modèles yougoslaves du passé et vénézuelien actuel sont en réalité des modèles de cogestion, et il a été démontré qu'ils ne débouchent pas sur la réalisation d'une société sans classes sociales ni exploitation économique.

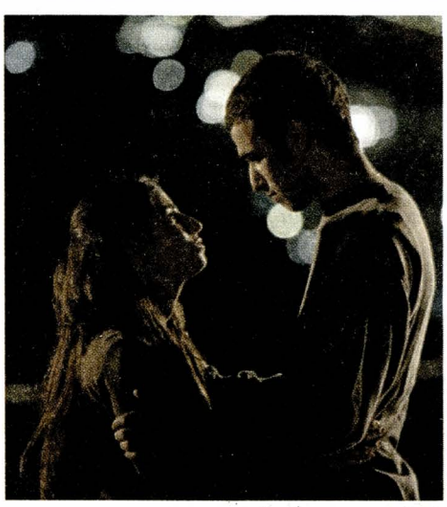
Source : *El libertario* (Caracas, Vénézuela), n° 56, mai juin 2009.

Pour plus d'informations sur l'ICEA : http://iceautogestion.org

Tranche de vie à Jaffa

« N'es-tu pas frère, celui qui fait entrer la mer en poésie lorsque tu la prends sur tes épaules et que tu l'installes où tu veux ? N'es-tu pas celui qui ouvre à grands battants la mer de la parole en nous ? »

Mahmoud Darwich



CENTRE DE CONFLUENCES et de passages, Jaffa est aujourd'hui une banlieue assez lointaine de Tel Aviv. Dans le film de Keren Yedaya point de folklore par rapport au lieu et ses célèbres oranges, plantées par les arabes. Jaffa, un port stratégique devenu une banlieue suffisamment à l'écart de Tel Aviv pour que des gens rêvent de la quitter pour aménager en ville, seule à échapper encore à la domination du religieux et où des bus circulent tous les vendredi. Dans ce contexte tout comme Elia Suleiman dans *The Time That Remains* la réalisatrice confronte le vécu des Arabes israéliens, ceux que Suleiman appelle les « présents-absents » à l'épreuve du réel. Comment vivre en tant que citoyen de seconde zone quand le désir s'en mêle et l'envie de faire éclater les limites du possible devient nécessité ?

C'est ce qu'essaie de faire cette famille, où nous retrouvons les deux actrices emblématiques du premier film de Keren Yedaya : Ronit Elkabetz campe à nouveau la mère et Dana Ivgy, la fille Mali. Le père Reuven (Moni Moshonov) est propriétaire d'un garage quand la tragédie les frappe. Leur fils est tué accidentellement par un de leurs ouvriers arabes palestiniens, Toufik. Mali est brusquement séparé d'avec Toufik, condamné à des années de prison, l'homme qu'elle aime et père de son enfant qu'elle allait épouser et avec qui elle voulait s'enfuir. La fille Mali est la personne qui intéresse le plus la réalisatrice; Dana Ivgy l'incarne, qui nous avait déjà émue dans *Or, mon trésor*... Keren Yedaya campe le reste du décor comme pour mettre Mali à l'épreuve : jeune, insouciante, amoureuse, elle ne réalise pas que son projet, se marier secrètement avec un Palestinien, est une tragédie en soi et va enclencher un cataclysme dont elle ne mesure pas les conséquences. Militante féministe ou femme sensible aux problèmes de femmes ? Keren Yedaya est visiblement plus à l'aise en observant cette jeune femme en rupture avec son milieu et sa mère, égoïste, autoritaire, toujours en demande de se faire dorloter et caresser. Les hommes existent mais ne semblent cristalliser uniquement le côté conflictuel de leur cohabitation, basée sur l'intérêt réciproque. Père et fils arabes forment un binôme parfait, collaborent, se partagent le travail et sont devenus les fondations solides sur lesquelles s'échafaudage le garage et le bien-être financier de la famille. La jalousie et l'impuissance du fils légitime israélien, mauvais travailleur, mais grand bagarreur que son père n'arrive plus à contenir et dont la mère exacerbe les contradictions, mettent le feu aux poudres. Deux plans en particulier sont révélateurs à cet égard : Mali a une petite fille et sa mère la rabroue exactement comme elle avait humilié son fils à table avant sa mort. Elle répète son comportement autoritaire et conventionnel qui avait détruit l'apparente entente familiale. Mali les regarde de loin, la distance est réelle, elle a quitté la table et voit la scène de la cuisine. Elle semble réaliser pour la première fois, jusqu'à quel point elle n'est pas souveraine, ni dans sa vie, ni dans l'éducation de sa fille: elle dépend entièrement de ses parents. La fin est la séquence la plus admirable du film : Toufik, le père de l'enfant, voit pour la première fois sa fille. Ils sont au bord de la mer. Personne ne parle, la jeune fille escalade les pierres et les deux la regardent et se dévisagent. C'est là où Keren Yedaya a trouvé la forme artistique appropriée pour dire l'amour et le chagrin, le temps perdu et l'espoir fragile de l'instant, alors qu'aucune parole n'est prononcée.

Heike Hurst

Anarchisme, féminisme

Prostitution et proxénétisme

Marie-Claire Calmus

Le livre réalisé par la Coordination du groupe femmes de la Fédération anarchiste est une mise au point radicale et salutaire sur un sujet éludé par la gauche et une partie de l'extrême gauche au nom des « libertés », voire des « droits de l'homme (et de la femme!) ».

A l'intérieur du Comité de rédaction de la revue *Mouvements* j'ai eu souvent maille à partir sur ce sujet avec des sociologues, hommes ou femmes, spécialistes de la question et en majorité partisans de l'apparentement de cette activité à « un métier comme un autre ». Le propos d'une ancienne prostituée démonte efficacement cet alignement de la vente ou la location du corps sur celle de la force de travail en général: « Au Mac Do, vous n'êtes pas la viande; dans la prostitution c'est vous qui êtes la viande! ».

Sur France Inter à ma grande stupeur, une émission de Daniel Mermet le mardi 26 mai était consacrée aux propos d'une prostituée décrivant son activité comme des plus banales, en dehors de toute perspective d'ensemble- perspective que prend bien soin de reconstituer le livre coordonné par Élisabeth Claude et Hélène Hernandez.

En effet, un aspect majeur de ce texte est de replacer le laxisme général en matière de prostitution dans le contexte de l'ultralibéralisme; elles citent cette phrase d'un journal ultralibéral, *The Economist*: « On devrait permettre aux gens d'acheter et de vendre ce qu'ils veulent, y compris leur propre corps ». Et les auteures de commenter: « Sous l'apparence d'un discours progressiste axé sur les libertés, il s'agit en fait d'une vision néolibérale qui vise à déréglementer tous les domaines: Vive le capitalisme qui assure aux clients la liberté de choix et la réalisation de leurs désirs sur le corps des plus démunis! Il ne faut pas confondre la liberté du marché avec la liberté des individus. La question, politique, de l'existence du système prostitutionnel n'est pas celle du choix individuel mais pose la question de l'organisation sociale, du système économique et des rapports hommes-femmes. »

À partir de là tout s'ordonne logiquement; on ne peut qu'admettre la nécessité de s'attaquer au système (et au principe) de la marchandisation du corps favorisée par notre société, ici comme dans les pays de « tourisme sexuel » répertoriés.

Marie-Victoire Louis, citée à la fin de l'ouvrage propose, dans un souci de cohérence quant à la lutte abolitionniste, de substituer au terme de prostitution celui de proxénétisme.

De cette façon on distingue les personnes prostituées des clients (bien nommés prostitueurs par Hélène et Élisabeth), des proxénètes, et des institutions politiques nationales et internationales: « Je propose celui de proxénétisme qui seul pose au cœur de l'analyse le système de domination qui légitime et met en œuvre l'appropriation sexuelle pour le profit de tant d'autres. »

C'est aussi dans ce sens que va le témoignage de Geneviève Fraisse sur le prétendu « consentement individuel » qui délesterait la prostitution de son caractère pernicieux: « Je refuse le débat qui occupe certaines féministes de savoir si c'est un bon ou un mauvais consentement de se prostituer, de porter le foulard etc.. Mais le consentement est-il un argument politique? Est-ce que je peux faire le monde de demain avec l'argument du consentement individuel? En ce sens je pose la question du politique et pas seulement celle de l'addition des libres choix. » (p 84).

Un autre axe de la réflexion, lié au premier est celui du patriarcat.

Les auteures rappellent que dans ce domaine comme dans la plupart des autres, il n'y a pas égalité de pratique: peu d'hétérosexuelles peuvent recourir, dans la rue, à la prostitution pour satisfaire leurs désirs... ce métier, complémentaire théoriquement de celui exercé par les femmes au bénéfice des hommes est... inexistant... ce qui est une preuve à fortiori, et au second degré que dans cette sexualité-là il n'est pas seulement question de satisfaction de besoins (les femmes en éprouvant autant que les hommes, alors que rien n'est prévu pour elles) mais profondément question de domination masculine: le rapport entre le prostitueur et la prostituée étant l'affirmation publique-tolérée et soutenue par le système qui feint d'y apporter moralisation et régulation – d'un rapport de forces régissant l'ensemble de la société, dans le domaine privé comme public.

La preuve en est comme elle le rappellent, que ce type de relation pour celui qui la recherche n'est pas forcément source de plaisir physique; en revanche les hommes interviewés avouent y puiser un renforcement de

Hélène Hernandez, Elisabeth Claude, *Anarchisme, féminisme, contre le système protistutionnel.*

Éditions du Monde libertaire, 2009, 96 pages, 9 euros, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris.

leur vision du rapport homme-femme : « Le vieux triptyque patriarcal est toujours prégnant : compagne, maîtresse, prostituée ».

« C'est une relation marchande, au moins c'est clair. Le fait d'avoir payé, on n'est pas en dette par rapport à la personne… On n'engage pas de devis sentimental, çà nous préserve » (p 144 de l'enquête). « L'idéal serait qu'elles n'aient pas d'âme… quoi, si on veut ; attention, ce que je veux dire, c'est que ce soit des poupées avec une mécanique extrêmement sophistiquée comme on voyait dans les films américains ; C'est utopique, çà, bien sûr. » (page 158 de l'enquête).

C'est donc bien la représentation traditionnelle de femmes diversifiées régentant l'imaginaire et la pratique virils qui est au cœur du problème : là où les femmes en général ne séparent guère chez leurs partenaires le corps de « l'âme » (pour reprendre le terme de l'interviewé) à quelque degré d'intensité que ce soit, beaucoup d'hommes encore adaptent leur comportement à leur quête pratique, sentimentale ou phantasmatique : la compagne, mère des enfants préposée à l'entretien du foyer, la maîtresse satisfaisant en dehors de celui-ci la demande affective et sexuelle, et la putain réservée au soulagement « hors murs » des pulsions inavouées ou insatisfaites par les deux autres catégories…

C'est une situation infernale et indigne pour les femmes libres que nous sommes, et pour les femmes dans leur ensemble.

Le livre a le courage, sur ce plan, d'aborder le problème de la frustration- qui pourrait être développé, en particulier avec l'aide de la psychanalyse, mais d'une psychanalyse inséparable de l'idée de subversion sociale : là où cette frustration est admise et vécue pour et par les femmes vouées, quand elles avancent en âge, bien plus que l'autre genre, à leur « dévalorisation sur le marché du sexe », elle paraît intolérable aux et pour les hommes et réclame qu'en ce qui les concerne, cette société y trouve quasi-oficiellement remède par la pornographie et la prostitution.

Après un tour d'horizon des mesures adoptées dans d'autres pays, la conclusion du livre rappelle clairement que cette position contre la prostitution découle des grands choix anarchistes : la défense de la liberté et de l'égalité entre les personnes, le refus de la financiarisation des rapports humains et notamment sexuels, l'hostilité à tout « ordre moral coercitif » et à l'État hypocrite qui l'institue, la lutte en tous domaines contre les exploiteurs et les profiteurs.

Sur ce terrain où le plus intime de l'être est en jeu, assaini par un tel livre, complet et audacieux, les féministes doivent poursuivre leur difficile et très actuel combat pour des rapports désintéressés et égalitaires avec l'autre genre.

M.- C. C.

Derniers livres de Marie-Claire Calmus parus :

Les volumes I et II des *Chroniques de la Flèche d'Or*, aux éditions Rafael de Surtis, 2008 et 2009.

Soumission lycéenne

Pourquoi un adulte ne pourrait-il pas dialoguer sérieusement avec un enfant sur des questions d'ordre général telles que la politique, le logement ou encore la santé ? Dans son livre *Insoumission à l'école obligatoire*, Catherine Baker affirme que « l'enfance est une création de l'esprit et non une donnée de fait comme par exemple la jeunesse […] : l'enfant est, au mieux, un adulte miniature ». Pour elle, l'enfance à été inventée afin de permettre à l'adulte d'exercer sa possession sur l'enfant, sa création. Comme le petit de l'animal, l'enfant appartient à ses parents tant qu'ils le nourrissent. « Te nourrir, c'est te donner la vie, ça vaut bien que tu te soumettes à ce que nous attendons de toi », ironise Catherine Baker. D'ailleurs un enfant que l'on dit « bien élevé » est un enfant qui se plie à toutes les exigences de ses parents et des autres adultes qui représentent pour lui l'autorité.

C'est un travail constant de défaire les préjugés sociaux qui séparent monde des enfants et monde des adultes, monde des élèves et monde des professeurs.

La soumission obligatoire, c'est toute la sage obéissance que doit adopter l'élève vis-à-vis de l'autorité (professeurs, surveillants) avec un recours régulier à la punition. Ce qui est le plus révoltant, c'est cette sacro-sainte loi qui dit que l'adulte a toujours raison et qui ordonne de ne jamais répondre au professeur-surveillant. Cette obligation de ne pas discuter l'ordre est véritablement révoltante.

Dans l'enceinte scolaire, le rapport de soumission est vécu par l'élève face à son professeur mais aussi par le professeur face à son proviseur. Il n'est nul besoin de relations hiérarchiques pour transmettre un savoir, c'est pour cela que les lycéens et les collégiens doivent se battre pour instaurer de nouveaux rapports entre eux et les professeurs-surveillants.

Fabien Bon,
lycéen écologiste et libertaire (Millau)

Puta Guerilla au squat Sans plomb

Dimanche 24 mai 2009 : soleil de plomb au squat « Sans plomb » (3 000 m² de liberté, de créativité et de plaisir à être ensemble…). Dans une salle surchauffée – dans tous les sens du terme – concert de Puta Guerilla, groupe punk, subversif et anarchiste, en soutien à la « Journée libertaire du groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste ». Et plus tard, dans le jardin, entretien :

Le Monde libertaire : Bonjour, c'est les RG, identités ?

Puta guerilla : Bobo Bitch Yapadchef, Stef Puta, Romin, Rico, Jamel, Philo (déco et vidéo), Ritchie, Grand Luc et Camille (LA fille !). Date de naissance du groupe : février 2007, à Laon. Malfaiteurs associés : le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste.

ML : « Groupe punk et subversif » pléonasme ?

PG : Y a pas de groupes punks fachos, c'est clair ! En revanche on peut trouver des soi-disant anarchopunks qui font de la provoc leur fond de commerce.

ML : Le succès pervertit ?

PG : Y a quand même des contre-exemples, les Béru, les Clash… qui ont su garder leur intégrité.

PG : Sûr qu'on nous récupèrera pas : on a 27, 30, 35, 36 etc. balais, tous un boulot, une vie de famille ! On fait pas ça pour le fric !

ML : Pourquoi, alors ?

PG : C'est notre façon de militer. On se sent vraiment révoltés par la situation politique et sociale, le racisme, la situation des sans-abris, des sans-papiers ! Alors, des chansons comme « J'emmerde », « No pasaran » Des paroles comme : « Rejoins la rue, la rue qui braille » on peut exprimer nos idées et surtout les faire partager.

PG : Ça nous arrive de jouer devant un public pas du tout acquis, quand on fait des concerts dans des petits patelins où le public vient un peu par hasard. Et souvent on se rend compte que le message passe !

ML : Wouah, des punks intellos ! Quelles lectures conseillez-vous ?

PG : Patrick Declerq. Te retrouver clodo, c'est la pire des choses.

PG : Freud, l'histoire (surtout la guerre de 14-18), Tardi, Eugène Bizot.

PG : Oui-Oui vote à droite, Martine a des croûtes, Dolto…

ML : Contents d'être là ?

PG : On adore les lieux comme ça, les espaces de liberté. Et puis on est toujours open pour soutenir les initiatives militantes ! Faut pas hésiter à nous contacter !

Propos recueillis par Laurent du groupe d'Ivry

Lutte, le CD de Puta Guerilla, est en vente à la librairie du Monde libertaire (10 euros). puta-guerilla.org

Agen (47)

Festival de rock en plein air

Samedi 27 juin, Prairie du pont-canal. Entrée libre, buffet et buvette à partir de 20 h 30. Avec les groupes Cartouche, The Shelters, MEDEF Inna Babylon, Askatasuna, Yearn for chang, Blandes, Elevens.

« La fête à Roger Petit »

Organisée par le groupe d'Études sociales, un regroupement d'anarchistes à l'initiative d'une vieille figure libertaire locale Roger Petit.

Roger Petit a commencé à militer au côté des anarchistes espagnols, nombreux dans la région, il y a plus de cinquante ans. À 14 ans, il était ouvrier, à 19 ans il était membre de la Libre pensée.

Il est de ces ouvriers, comme l'ami Paul, contraints, très jeunes, aux plus rudes tâches, se cultivant par eux-mêmes, comme les ouvriers-intellectuels chers à Orwell. Il était des souffleurs de braises en mai 1968, loin des barricades de la capitale, à Agen. Il menait un combat inlassable contre le nucléaire et l'implantation de la centrale de Golfech. La police le soupçonnait en 1983 d'être l'incendiaire de la gendarmerie d'Agen. Son fourgon-habitation fut incendié.

Longtemps proche de la Fédération anarchiste il était un élément rassembleur au côté des syndicalistes cénétistes notamment. Cet anarchiste philosophique, mesuré et déterminé est connu de plusieurs générations de jeunes à Agen.

La frêle silhouette de Roger Petit parcourait les rues, on l'interpellait, on le saluait, on conversait avec lui. Beaucoup de jeunes ont repris espoir chez lui, dans cet appartement où la pause café est encore à ce jour une source de réconfort et d'amitié pour nous autres.

Il est au plus proche de la philosophie élémentaire d'Orwell, la *Common decency* dont l'importance a été récemment remise en lumière par Jean-Claude Michéa.

Pour soutenir des camarades anarchistes réfractaires au service militaire, le groupe libertaire local avec Roger Petit a organisé deux journées de concerts pour payer les frais de la défense.

Depuis trente ans, chaque mois de juin, parce qu'il n'y avait rien qui convienne à une jeunesse soucieuse de libertés et de joies, Roger Petit et ses amis ont implanté ce festival. financé par le fruit des ventes à la buvette et le soutien des copains.

Depuis 2001 cependant, la mairie lui octroie une maigre subvention suite au passage à l'euro et l'augmentation générale des prix.

Il regrette d'ainsi compromettre son engagement libertaire mais les jeunes lui réclamaient une fête. D'après lui, cette aide même minime grève la liberté de chacun.

Sur les étendues vertes de la prairie les jeunes n'ont pas attendu le début du festival pour commencer la fête. Sur l'herbe chaude et sous le soleil, sous un ciel bleu d'été, on boit déjà, on converse, on aime, on rencontre. Le soleil à peine couché, les tables de presse des groupes sont installées, on y vend des livres, des films, des tee-shirt. On découvre peut-être le syndicalisme de la C.N.T, la ligne politique de la Fédération anarchiste ou d'Alternative libertaire ? La soirée commence, elle emplit la nuit d'un souffle inaccoutumé… Vous y êtes conviés.

On vit rarement, à Agen, un homme qui ait tant œuvré pour la jeunesse. À l'heure où on l'encage et la suicide, où on lui ment et l'humilie, un homme de 80 ans porte sur de plus jeunes un regard humain. C'est un peu l'air frais réclamé par Annie Le Brun et un espoir. Le seul peut-être ?

Régis Duffour

Le Monde libertaire explose ses dessineux !

Jusqu'au 7 juillet, les dessinateurs de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste présentent leurs œuvres explosives. Attention, ça éclabousse !

Ils dessinent des une éclatantes, des illustrations désopilantes, des mini BD grinçantes toute l'année pour le *Monde libertaire*, le *ML* pour les intimes. Ils ont eu la bonne idée de les réunir pendant un mois dans un même lieu.

Évidemment, ils sont antimilitaristes, antinucléaires, antireligieux, anticapitalistes, anti…, bref anticonnards en tous genres. Ils décapent en couleurs, en noir et blanc, avec ou sans bulles. Ils tirent à boulets rouges et noirs sur l'actualité nauséabonde qui nous étouffe jour après jour. Voilà du dessin de presse qui ne laisse pas indifférent.

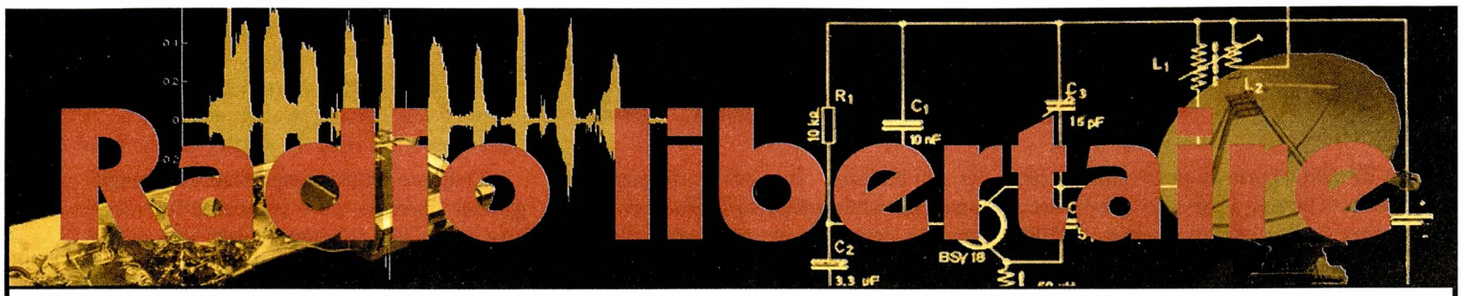
Chacun dans son style, « naïfs » ou « cruels », avec un bel humour (noir of course), ils ont un talent fou pour croquer du ministre, pour accompagner les manifs, pour taper sur les flics, pour dynamiter l'antiterrorisme, pour défroquer les curetons de toutes obédiences, pour étouffer les goinfres qui nous gouvernent avec leur propre merde, pour embrocher les injustices, pour appeler à l'insoumission et à la révolte… Un bon dessin ne vaut-il pas mieux qu'un long discours ?

Sans tomber dans la délation, nous ne résistons pas au plaisir de vous donner les noms de ces dangereux anartistes qui appartiennent à la belle tradition du dessin libertaire. Dans le désordre, saluons donc Tôma Sickart, Manolo Prolo, Jhano, Riri, Néma, Chester, Aurélio, Slo JB, Proz, Gomé, Krokaga. De la graine de crapule à tous les coups.

À consommer sans modération jusqu'au 5 juillet au *Delyss*, 5, rue des Deux-Gares 75010 Paris. Métro Gare-de-l'Est ou Gare-du-Nord. Vernissage le 20 juin, à partir de 18 heures.

Paco

Pour suivre la belle carrière de nos amis dessineux, lisez le *Monde libertaire* tous les jeudis. En vente 2 euros chez votre marchand de journaux (www.trouverlapresse.com) ou mieux, en vous abonnant (voir bulletin page 2 ou sur www.librairie-publico.com).



Jeudi 18 juin

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste. Prisonniers de guerre, avec Claude Hertzfeld, écrivain (société des lecteurs de Georges Hyvernaud).

Vendredi 19 juin

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 h 00) Actualités africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Par l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

Samedi 20 juin

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Autour du numéro 29 de la revue *Lignes* dont la une titre «De la violence en politique» (mai 2009).

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 h 00) Marjolaine Karlin, du duo Marjolaine Babysidecar, pour la sortie de l'album «Médecine Foraine».

Dimanche 21 juin

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00) Émission franco-russe.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Des mots, une voix (15 h 30) L'émission recevra le philosophe Paul Audi, pour son livre *Jubilations* (sorti aux éditions Christian Bourgois).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Lundi 22 juin

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Émission d'Histoire.

Ondes de choc (14 h 30) Émission consacrée à Armand Robin, poète anarchiste, sa démarche, son oeuvre poétique et ses articles dans *Le Libertaire*. En présence d'Anne-Marie Lilti, spécialiste en la matière.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Actualité narcho-syndicaliste.

Ça urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

Mardi 23 juin

Le Parisien libertaire (8 h 00) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Un peu d'air frais (16 h 00) Écologie libertaire Reportages et infos pratiques.

Idéaux et débats (18 h 00) Nous rediffuserons l'entretien avec Olivier Adam, réalisé le 23 janvier 2009, à propos de son roman *Des vents contraires* (L'Olivier).

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Energie) L'émission du syndicat qui «vous doit plus que la lumière»!

Mercredi 24 juin

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Émission sur le blues de Katie Webster, du Swamp Blues à Otis Redding.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) La laïcité en question, à propos de la *Lettre ouverte à nos amies féministes*, par des Féministes laïques algériennes et iraniennes.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Session live à La Cantada.

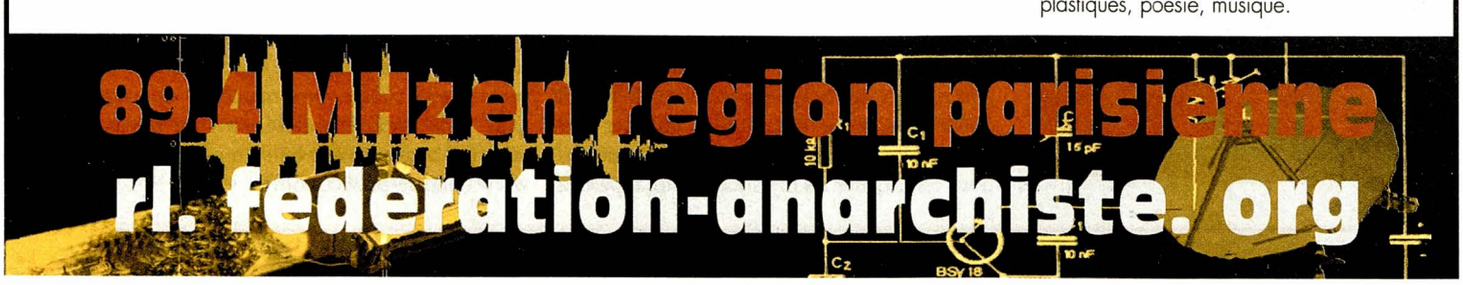
Jeudi 25 juin

Bibliomanie (15 h 00) Actualité des livres.

Si vis pacem (18 h 00) Augusto Boal, un théâtre de l'insoumission.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Emission d'Act Up Paris.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art et anarchie, arts plastiques, poésie, musique.



Les 17, 18, 19, 20, 21 juin puis les 26, 27 et 28 juin puis les 3, 4, 5 juillet

Paris(XXe)

A 20 heures et les dimanches à 17 h 30. Les prochains spectacles de Serge Utgé-Royo à Paris, intitulé *L'espoir têtu* se joueront au Vingtième Théâtre, 7 rue des Plâtrières, Métro Ménilmontant ou Gambetta.Tarifs pour les porteurs de la carte de Radio Libertaire : 17 euros (au lieu de 22 euros). Chômeurs : 12 euros - RMI, RSA : 2 euros.

Du 5 juin au 5 juillet

Paris Xe

Exposition « Le Monde libertaire explose ses dessinateurs » au café Le Delyss, 5, rue des Deux-Gares.

Jeudi 18 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque Sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Bénédicte des Mazery, auteure de « La vie tranchée » (Ed. Anne Carrière, 2008) et Patrice des Mazery, « L'opus Dei, enquête sur une église au coeur de l'Eglise » (Flammarion, 2005). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 19 juin

Orléans (45)

20 heures. Débat proposé par le groupe Gaston Couté: Les communes autogérées à l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. groupegastoncoute.blogspot.com

Chartres (28)

20h30. Conférence/Débat proposé par le Groupe Libertaire de Chartres sur le thème: Quel syndicalisme en attendant la révolution? Animé par Jean et Jean pierre du groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste. Salle B01 aux abbayes de Saint-Brice. fa.chartres@free.fr

Samedi 20 juin

Montreuil (93)

De 19h00 à 21h00 Montr'UP (Université populaire de Montreuil) Thème: L'éducation populaire: L'éducation libertaire en actes. Avec: Alain Dervin et Nathalie Stolfi Expositions des peintures de: Juan Chica Ventura à « La parole errante » 9, rue François Debergue, 93100 Montreuil Métro ligne: 9, station: Croix de Chavaux. Entrée libre.

Paris Xe

18 heures. Vernissage de l'expo: « le Monde libertaire explose ses dessinateurs » au café Le Delyss, 5, rue des deus gares.

Lundi 22 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Utopies en pratique. J.B.A Godin (1817-1888) et son Familistère, génial utopiste ou simple patron paternaliste? Présentation de Michel Lallement, auteur de *Le travail de l'utopie: Godin et le familistère de Guise* (éditions Les Belles Lettres, 2009). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 27 juin

Agen (47)

20h30. Festival de musique rock en plein air. La fête à Roger Petit, organisé par le groupe d'études sociales, un regroupement d'anarchistes à l'initiative d'une vieille figure libertaire locale Roger Petit. Avec les groupes: Cartouche, The Shelters, Medef Inna Babylone, Askatasuna, Yearn for change, Blandest, Elevens. Prairie du pont-canal. Entrée libre, buffet et buvette.

Montreuil (93)

Université populaire de Montreuil — Montr'UP: La prison De 17h00 à 19h00: La frustration affective et sexuelle du détenu De 20h00 à 22h00: Vers l'abolition de la prison. Avec: Jacques Lesage de la Haye. Chacun apporte à manger, nous nous chargeons de la boisson, nous festoierons ensemble. Expositions des peintures de Juan Chica Ventura. A « La parole errante » 9, rue François Debergue, Métro ligne: 9, station: Croix de Chavaux. Entrée libre

Dimanche 28 juin

Saint-Denis (93)

17h15. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923), l'artiste au ras du pavé. Du Chat Noir au Drapeau Rouge, de la peinture des rues aux vignettes félines. Présentation de Laurent Bihl, professeur d'histoire au lycée Paul Eluard de Saint- Denis. Exceptionnellement, cette conférence aura lieu au musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis. 22, bis rue Gabriel-Péri — Tél.: 01 42 43 05 10 — Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 30 juin

Metz (57)

20 heures: Débat avec la Fédération anarchiste: Controle social et la repression en société dite démocratique, précédé du documentaire « Granados et Delgado un crime légal ». Caveau du café Jehanne d'Arc Place jeanne d'arc. Entrée libre.

Samedi 4 juillet

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial: La violence à l'école. A disposition, table de presse de Matérial. Epicerie du Pré 31 rue du Pré.

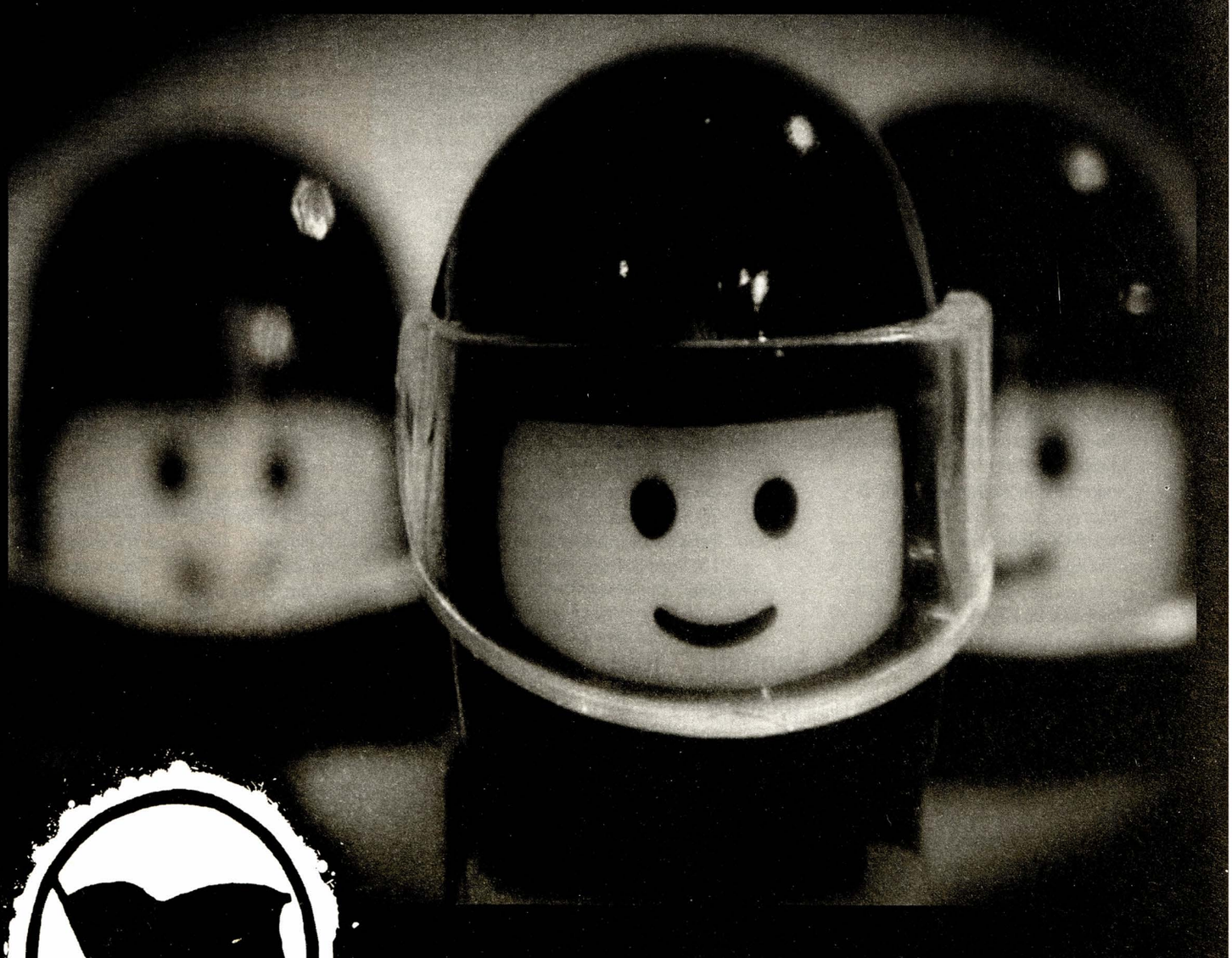
Prisons, centres de rétention administrative, biométrie, vidéosurveillance, flicage généralisé et répression ...

CONTRE LA TERREUR SECURITAIRE

MANIF

DIM. 21 JUIN

RDV/DEPART PARIS
15H / M° LES HALLES
FONTAINE DES INNOCENTS



FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org